

BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS
RAPPORT ANNUEL

2017

SOMMAIRE

Composition du Conseil d'Administration

Message du président du Conseil d'Administration

Environnement international

Environnement national

Chiffres clés de l'activité de la banque

Les états financiers de la BTE

Les rapports des Commissaires aux comptes sur les états financiers de la BTE

Les Etats Financiers Consolidés du groupe BTE.

Les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du groupe BTE

Résolutions de l'A.G.O. de la BTE

Composition du Conseil d'Administration

Administrateurs représentant l'Etat des Emirats Arabes Unis

M. Jabr Zaâl Khelifa FALASI	<i>Président du Conseil d'Administration</i>
<i>(à partir d'octobre 2013)</i>	
M. Obeid Mourad AL SOWAIDI	<i>Administrateur</i>
M. Khalifa Ali Al QAMZI	<i>Administrateur</i>
M. Sakr Salem MED EL AMRI	<i>Administrateur</i>
M. Nasser SHOTAIT AL KETBI	<i>Administrateur</i>
Mr Mohamed Mubarek EL HEJRI	<i>Administrateur</i>

Administrateurs représentant l'Etat Tunisien

Mr Jelel Azouz	<i>Directeur Général</i>
Mr Hedi Damak	<i>Administrateur</i>
Mr Bacel HAMAID	<i>Administrateur</i>
Mr Fadhel BEN OTHMEN	<i>Administrateur</i>
Mr Mounir Romdhani au lieu de Mr Abderrahmen AL KHOCHTELI	
<i>Administrateur</i>	
Mr Rached BEN ROMDHANE	<i>Administrateur</i>

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mr Ahmed BELAIFA	<i>Cabinet M.T.B.F</i>
Mr Mohamed Ali AOUANI CHERIF	<i>Cabinet ECC Mazar</i>

MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'environnement international a été marqué en 2017, par une croissance économique par rapport à 2016 pour se situer à **3,8%**, soit le niveau le plus élevé depuis **l'année 2011**. En particulier, la reprise s'est confirmée dans les économies avancées dont l'activité a été soutenue par la poursuite des politiques monétaires accommodantes qui ont permis un assouplissement des conditions financières nécessaires à la relance .

Dans ce contexte, la croissance a été robuste dans la plupart des économies émergentes, profitant d'une demande extérieure favorable stimulée par le redressement de l'activité dans les pays industrialisés et par la hausse des prix internationaux des matières premières.

Cependant, cette reprise ne s'est répercutée que partiellement sur le marché du travail, notamment dans les pays développés où **le taux de chômage** a baissé, à **5,7% contre 6,2% en 2016**, alors qu'il a connu des évolutions mitigées dans les pays émergents et en développement.

Dans l'ensemble, le taux de chômage dans le monde s'est inscrit en légère hausse, **soit 5,6% en 2017 contre 5,5% en 2016**.

En ce qui concerne le commerce mondial des biens et des services, il a enregistré une nette reprise, soit **4,9%** contre **2,3%** en 2016 et cela grâce au renforcement des flux commerciaux en Asie et des importations en Amérique du Nord.

Pour sa part, les marchés financiers internationaux ont fait preuve de résistance face aux incertitudes politiques, en bénéficiant d'une croissance économique solide, d'une inflation modérée et d'importantes injections de liquidité par les banques centrales.

Sur les marchés des changes internationaux, l'année 2017 a été marquée surtout par la forte appréciation de **l'Euro** face au **Dollar** . Cette évolution est due notamment à l'amélioration de la conjoncture économique et le regain d'intérêt de la part des investisseurs étrangers pour la Zone Euro.

Dans ce contexte, **l'Euro** s'est apprécié de **2,1%** face à la monnaie américaine pour s'établir à **1,1297 Dollar en 2017**.

Dans les économies avancées, la croissance s'est établie à **2,3%** au cours de l'année 2017, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'année 2016. Ce redressement du rythme de l'activité dans ce groupe de pays a été favorisé par la bonne tenue de la demande intérieure, ainsi que l'amélioration du climat des affaires et d'investissement.

Aux Etats Unis, le taux de croissance a atteint **2,3%** contre **1,5%** en 2016. La croissance américaine a été tirée par la hausse de la demande intérieure, soit **2,4%** contre **1,7%** en 2016, et notamment par la vivacité qui a marqué l'investissement, soit **3,3%** contre **0,6%** en 2016 et la stabilité de la consommation privée (**2,8%** contre **2,7%** une année auparavant).

En effet, l'investissement des entreprises a bénéficié de conditions financières favorables grâce à la dépréciation du Dollar et à la politique monétaire accommodante, malgré les hausses graduelles du taux directeur de la **FED (La Réserve Fédérale Américaine)**.

Pour les **Etats Unis**, les prévisions du taux de croissance pour l'année 2018 tablent sur son maintien à son niveau réalisé au cours de l'année 2017.

Quant à la **zone Euro**, la croissance s'est consolidée davantage en 2017 dans tous les états membres. Cette croissance a été appuyée par une politique monétaire ultra-accommodante et par le raffermissement des exportations en dépit de l'appréciation de l'Euro. Ainsi, le taux de croissance s'est établi à **2,3%** en 2017 contre **1,8%** en 2016.

Concernant **les pays émergents et en développement**, ils ont connu en 2017 un certain raffermissement de leur activité économique globale avec un taux de croissance de **4,8%** contre **4,4%** une année auparavant. **Le Fonds Monétaire International (FMI)** a maintenu inchangées ses prévisions pour ce groupe de pays à **4,9%** pour 2018 et à **5%** pour 2019.

Pour **la Chine**, la croissance économique s'est maintenue à un rythme soutenu, soit **6,9%** contre **6,7%** en 2016 suite à la hausse notable des exportations qui a pu compenser le ralentissement de la demande intérieure, suite aux réformes visant le rééquilibrage de la consommation privée et les investissements dans les activités de service. Cette croissance devrait connaître une légère décélération pour s'établir à **6,6%** en 2018 et **6,4%** en 2019 selon les prévisions du **FMI**.

En particulier, l'assouplissement de la politique monétaire et l'accroissement du volume du crédit ont permis la dynamisation de la consommation et la reprise des investissements publics.

Pour sa part, la croissance économique dans la région **du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord** s'est fortement ralentie en revenant de **4,9%** en 2016 à **2,2%** en 2017. Cette évolution est attribuée au fléchissement de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole et aux tensions géopolitiques persistantes.

Contrastant avec l'amélioration qui a marqué les principaux indicateurs d'activité de l'économie mondiale, **les flux d'investissement directs étrangers (IDE)** se sont inscrits en baisse de **16%** au cours de l'année 2017, contre un fléchissement de **13%** en 2016 pour revenir à 1.152 milliards de dollars. Ce repli a touché, principalement, les économies des pays avancés et celles des pays en transition.

Selon les récentes estimations du **Fonds Monétaire International (FMI)** l'économie mondiale devrait continuer au cours de **l'année 2018, de bénéficier**, du climat des affaires et des conditions financières propices à l'investissement. Ainsi, le **PIB** mondial devrait croître à un rythme modéré pour s'établir à **3,9%**.

Sur le plan national, l'activité économique en 2017 a connu de nouveau une année difficile caractérisée par une persistance des pressions sur les équilibres macroéconomiques avec une légère amélioration de la croissance qui s'est élevée à **1,9% contre 1% en 2016**.

Sur le plan sectoriel, la croissance en 2017 a été tirée par les activités marchandes, soit **2,5%** contre **0,4%** en 2016 contrairement aux années précédentes où les activités des services non marchands présentaient une contribution importante.

Pour le secteur agricole, la production s'est accrue dans la plupart des branches, notamment celle des céréales contre une baisse pour les olives à huile.

Globalement le secteur agricole et de pêche a connu une reprise de sa valeur ajoutée de **2,5%** après une régression de **8,5%** une année auparavant.

Du côté de la demande, l'année 2017 a été caractérisée par un ralentissement de la consommation en prix constant, qui a représenté le principal moteur de la croissance durant les dernières années. Le ralentissement a concerné aussi bien la

consommation publique (0,5% contre 2,5% en 2016) que privée (2,2% contre 3,1%).

Par contre les exportations de biens et services se sont consolidés enregistrant une croissance de **4,6%** contre **0,2%** en 2016, parallèlement à une accélération des importations de **3,8%** contre **2,7%** une année auparavant.

Par ailleurs, **Le taux de chômage** a connu une stagnation à son niveau de 2016, soit **15,5%** avec une légère baisse du chômage des diplômés de l'enseignement supérieur tout en demeurant élevé (**29,9%** contre **31,6%** en 2016).

Par contre, les indicateurs du **secteur de tourisme** se sont améliorés après des baisses importantes enregistrées l'année précédente notamment pour ce qui est des nuitées touristiques globales (**37,7%** contre **7,1%** en 2016) et du flux de touristes étrangers qui a progressé de **26,9%** contre **7,7%** en 2016 portant sur environ 5,7 millions de touristes.

Par ailleurs, la progression **des recettes touristiques** de **19,3%** (+4,8% hors effet change) et les revenus de travail de **16,9%** n'a permis de couvrir le déficit commercial que partiellement, se traduisant par un élargissement du déficit courant qui s'est élevé à **9,9%** milliards de dinars, soit **10,2%** du **PIB**.

Pour sa part, l'inflation qui s'est établie à **5,3%** en 2017 contre **3,7%** en 2016, s'est accélérée durant les derniers mois de l'année pour s'élever à **6,4%**. En particulier l'inflation sous-jacente (hors produits frais et administrés) s'est établie à **6,3%** en 2017 contre **5,2%** une année auparavant.

Pour ce qui est de l'activité boursière, l'indice de référence de la bourse **TUNINDEX**, a clôturé l'année 2017 avec une hausse de **14,4%** contre **8,9%** en 2016, grâce aux anticipations positives sur les résultats des entreprises cotées en bourse.

S'agissant **des finances publiques**, elles ont connu une forte progression des dépenses de fonctionnement au taux de **16,3%**. Cependant, les mesures fiscales prises et l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales ont permis de contenir le **déficit budgétaire** en 2017 au même niveau de celui de 2016, soit **6,1% du PIB**.

Ce niveau exerce une pression sur les financements aussi bien extérieurs qu'intérieurs et sur l'encours des dettes publiques qui s'est élevé à **69,9% du PIB**.

La croissance économique en Tunisie a enregistré une légère amélioration pour s'établir à **1,9% en 2017 contre 1% en 2016** ; avec une perspective de redressement progressive de croissance économique pour **l'année 2018** qui passerait de **2,4%** contre **1,9% en 2017** sur la base de l'affermissement de la plupart des secteurs clés.

Cette reprise de la croissance économique en Tunisie au cours de l'année 2017 demeure fragile à cause des vulnérabilités persistantes liées essentiellement au dérapage des déficits budgétaires et des paiements courants, soit **6,1%** et **10,2%** du **PIB** respectivement en 2017, doublé d'une recrudescence des tensions inflationnistes , soit **6,4%** en 2017 contre **4,2%** en 2016 et **7,7%** à fin Mai 2018.

Ces déséquilibres qui s'entraînent mutuellement d'une année à l'autre continuent à affecter l'activité économique ainsi que la situation monétaire et financière du pays, impactant davantage les ressources propres du budget de l'Etat.

Dans ce contexte général toujours défavorable, la Banque de Tunisie et des Emirats a consolidé ses activités au cours de l'exercice 2018. La Banque a ainsi développé ses activités de financement des entreprises et surtout des particuliers. Parallèlement, le réseau commercial s'est étendu au cours de l'exercice écoulé pour atteindre **27 agences**.

Le total bilan s'est établi à la fin de l'année 2017 à **1037,690 millions de dinars** contre **980,730 millions de dinars** à la fin de l'année 2016.

Le Produit Net Bancaire a enregistré en 2017 une progression de 34% par rapport à 2016 pour atteindre **44,371 millions de dinars contre 33,117 millions de dinars** en 2016.

Je voudrais, en conclusion remercier les autorités monétaires de la Tunisie et de l'Etat des Emirats Arabes Unis pour les encouragements qu'ils ne cessent de prodiguer à la Banque de Tunisie et des Emirats.

Mes remerciements s'adressent, également, à tous les membres du Conseil d'administration pour leur soutien indéfectible au développement de la Banque et à l'ensemble du Personnel de la Banque pour son abnégation.

JABR ZAAL KHELIFA FELLALI

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'année 2017 a été marquée par une reprise économique synchronisée entre les grandes économies mondiales. En particulier, la reprise s'est confirmée dans les économies avancées dont l'activité a été soutenue par la poursuite des politiques monétaires accommodantes et par la bonne tenue de la demande intérieure, notamment le rebond de **l'investissement et de l'emploi**.

Parallèlement, la croissance a été robuste dans la plupart des économies émergentes profitant d'une demande extérieure favorable stimulée par le redressement de l'activité dans les pays industrialisés.

Cette reprise de la croissance mondiale est en relation, principalement avec la bonne tenue de la demande intérieure dans les pays avancés et en Chine, ainsi qu'avec la dynamique du commerce mondiale, qui a enregistré une nette reprise de **4,9%** contre **2,3%** notamment au cours du premier semestre de l'année sous revue.

Cependant, cette reprise ne s'est répercutée que partiellement sur le marché du travail, notamment dans les pays développés où le taux de chômage a significativement baissé (**5,7%** contre **6,2%** en 2016), particulièrement en Europe, alors qu'il a connu des évolutions mitigées dans les pays émergents et en développement. Globalement **le taux de chômage** dans le monde s'est inscrit en légère hausse (**5,6%** contre **5,5%** en 2016).

Ainsi, l'économie mondiale a pris de la vigueur, en 2017, en enregistrant un taux de croissance de **3,8%** contre **3,2%** en 2016, soit le niveau le plus élevé depuis l'année 2011.

Dans la Zone Euro, la reprise économique s'est consolidée davantage en 2017, grâce à l'affermissement de la croissance dans tous les Etats membres, en relation avec le rebond de l'investissement privé conjugué à une consommation robuste qui a bénéficié de la progression de l'emploi. En effet, les entreprises privés ont intensifié leurs investissements afin d'ajuster leurs capacités de production et de répondre à l'accroissement de la demande sur le marché des biens et services européens.

En somme, le taux de croissance économique dans la Zone Euro s'est établi à **2,3%** en 2017 contre **1,8%** une année auparavant. Cette croissance a été appuyée par une politique monétaire ultra-accommodante et par le raffermissement des exportations en dépit de l'appréciation de l'euro.

Concernant **les Etats unis**, le taux de croissance a atteint **2,3%** au cours de l'année 2017 contre **1,5%** en 2016 et **2,8%** enregistré en 2015. La croissance américaine a été tirée par la bonne tenue de la demande intérieure (soit **2,4%** contre **1,7%** en 2016), notamment la stabilité de la consommation privée (soit 2,8% contre 2,7% en 2016), malgré la décélération de la consommation publique (soit 0,1% contre 1% en 2016).

En effet, l'investissement des entreprises a bénéficié de conditions financières favorables grâce à la dépréciation de dollars et à la politique monétaire accommodante, malgré les hausses graduelles des taux directeurs **de la FED (La Réserve Fédérale Américaine)**.

Pour le commerce extérieur des Etats Unis, il s'est affermi grâce à l'évolution des exportations de biens et des services qui ont atteint **3,4% contre -0,3% en 2016** ainsi que celle des importations qui se sont accélérées **de 3,9% contre 1,3%** une année auparavant.

Cette consolidation de la croissance de l'économie américaine devrait se poursuivre au cours des prochaines années selon **le FMI (Le Fonds Monétaire International)**, en relation essentiellement, avec les réformes fiscales qui ont permis de réduire la pression fiscale sur les opérateurs économiques américains et par la baisse des impôts sur les bénéfices des sociétés, ce qui permettrait, de soutenir le rythme d'évolution de la demande intérieure.

Quant aux pays émergents et en développement, ils ont connu en 2017, un certain raffermissement de leur activité économique avec un taux de croissance de **4,8%** contre **4,4% en 2016**. En particulier, les pays en développement d'Europe ont réalisé un taux de croissance de **5,8%** contre **3,2%** en 2016, en relation notamment avec la forte croissance en Turquie et en Pologne.

S'agissant de la croissance économique chinoise, elle s'est maintenue à un rythme soutenu soit **6,9%** contre **6,7%** en 2017 suite à la hausse des exportations. En outre, le niveau des investissements est resté élevé et la banque populaire de Chine a procédé à un assouplissement sélectif pour faciliter l'accès aux crédits pour les petites entreprises et pour le secteur agricole.

En effet, les réformes structurelles de l'économie chinoise se sont poursuivies, visant le rééquilibrage en faveur de la consommation privée et les investissements dans les activités économiques de services.

Pour sa part, l'activité économique dans la région de **Moyen –Orient** et de **l'Afrique du Nord MENA** s'est fortement ralentie en revenant de **4,9%** en 2016 à **2,2%** en 2017. Cette évolution est attribuée au fléchissement de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole, lié à la réduction de la production et aux tensions géopolitiques persistantes. De même, le processus d'assainissement budgétaire et le niveau élevé de l'inflation dans la région **MENA**, sont à l'origine de ce ralentissement.

Selon les récentes estimations du **Fonds Monétaire International**, l'économie mondiale devrait continuer, au cours de l'année 2018, de bénéficier de conditions financières propices à l'investissement. Ainsi la reprise cyclique de l'économie mondiale devrait se poursuivre à un rythme modéré avec un taux de croissance supérieur à celui de 2017, **soit 3,9%**.

Globalement, aux Etats Unis, la demande intérieure serait soutenue par les réformes fiscales qui sont entrées en vigueur au début de l'année 2018, visant la réduction des taux d'imposition sur les entreprises. Pour ce qui concerne les pays émergents et en développement, les taux de croissance économique de 2018 seront proches de ceux de 2017.

Pour ce qui est de **la situation de l'emploi**, le taux de chômage dans le monde s'est inscrit en légère hausse de **5,6%** contre **5,5%** en 2016. Notamment, dans les pays émergents et en développement, le marché du travail a connu des évolutions mitigées.

Au contraire, **les taux de chômage** ont continué leur baisse dans la plupart des pays industrialisés à des niveaux avoisinant le plein emploi pour certaines économies développées. Ainsi, le taux de chômage aux Etats Unis s'est stabilisé au mois de décembre 2017 à **4,1%** contre **4,7%** en 2016, grâce à la dynamique de l'emploi dans le secteur des services.

En effet, **le taux de chômage** dans la Zone Euro a poursuivi sa tendance baissière, pour s'établir à **8,7%** en décembre 2017 contre **9,7%** au terme de 2016. Au Japon, le taux de chômage s'est situé à **2,8%** en décembre 2017 contre **3,1%** une année auparavant, soit le taux le plus bas depuis le mois de Mai 2015.

S'agissant **des prix internationaux des produits de base**, ils ont connu une pression croissante en relation avec la reprise de l'économie mondiale, tirée par la consolidation de la demande intérieure et la dynamique du commerce extérieur. Ainsi, les prix de l'énergie et des métaux ont enregistré une hausse de **23,1 %** contre une baisse de **16,5%** en 2016 alors que l'indice des engrais chimiques s'est inscrit en baisse de **5%**.

Dans ce contexte, l'indice global des prix des produits de base, établi par **le Fond Monétaire International (FMI)**, a progressé de **15,3%** contre une baisse de **9,8%** une année auparavant. En effet, la plupart des indices des prix des produits de base se sont orientés plutôt à la hausse au cours de l'année 2017. Par contre l'indice des prix des produits alimentaires a enregistré un ralentissement soit **0,7%** en 2017 contre **1,5%** en 2016.

A l'horizon 2018, **le FMI** prévoit un accroissement de l'indice global des produits de base de **12%** par rapport à 2017, en relation avec l'accélération des prix du pétrole, du gaz naturel et des produits alimentaires.

S'agissant **de l'inflation**, les pressions déflationnistes qui ont perduré au cours des dernières années dans les pays avancés, ont diminué en 2017, avec la reprise des cours internationaux de produits de base, principalement ceux de l'énergie, et les politiques monétaires qui sont restées, généralement accommodantes.

Pour les pays avancés, l'évolution dans la plupart de ces économies ont permis d'éviter la situation de déflation. Ainsi l'inflation a atteint **1,7%** en 2017 contre **0,8%** en 2016 soutenue par la hausse importante des prix de l'énergie, tandis que l'inflation sous-jacente demeure à des niveaux inférieurs à 2%. Quant à l'inflation au Japon, elle est restée à un niveau bas soit **0,5%** contre **0,1%** en 2016.

Concernant les pays émergents et en développement, le taux d'inflation s'est inscrit en baisse (**4%** contre **4,3% en 2016**) essentiellement en Chine où les prix sont revenus à **1,6%** contre **2%** en 2016. Dans la région du **Moyen-Orient** et de **l'Afrique du Nord (MENA)**, l'inflation s'est accélérée pour atteindre **6,6%** contre **4,9%** au cours de l'année 2016

S'agissant des politiques monétaires, **la Réserve fédérale Américaine (FED)** a procédé au relèvement à trois reprises (en Mars, Mai et Décembre) **des taux directeurs**, en passant d'une fourchette **de 0,25% à 0,75%** à fin 2016 à une fourchette de **1,25% à 1,5%**. Ainsi, **la Banque Centrale Américaine** vise un retour à la normale après les mesures exceptionnelles qui brisent le caractère ultra-accommodante de sa politique monétaire

En effet, l'amélioration continue de la croissance économique aux Etats Unis et la dynamique qui a marqué le marché de l'emploi étaient les principaux facteurs qui ont permis à **la FED** de poursuivre le durcissement graduel de sa politique monétaire. Le stimulus fiscal et opérationnel enregistré le début de l'année 2018, devrait prendre la relève à cette phase ascendante du cycle économique, notamment par le renforcement de la demande intérieure et essentiellement l'investissement privée.

Pour sa part, **la Banque Centrale Européenne (BCE)** a décidé de ne pas changer ses taux directeurs qui se situent à un niveau proche de **0%**, ni le taux de facilité de dépôts s'établissant à **-0,4%**, et le taux de prêt marginal fixé à **0,25%**. **La BCE** a commencé à réduire le volume de ses achats d'actifs à 60 milliards d'euros, puis à 30 milliards d'euros lors de la réunion de 25 janvier 2018.

Quant à la Banque du Japon (**BOJ**), elle a gardé inchangée sa politique monétaire ultra-accommodante jusqu'à ce que soit atteinte une inflation annuelle durable de l'ordre de **2%**.

Pour l'année 2018, les politiques monétaires connaîtraient un retour progressif à la normale. Le soutien de l'activité économique nécessiterait des politiques budgétaires moins neutres et des réformes structurelles visant l'accroissement de la production potentielle qui est arrivée à sa limite supérieure dans les pays industrialisés.

Concernant **les principaux indices boursiers internationaux**, l'année 2017 a été une année de très bonne performance pour les marchés financiers, notamment les marchés boursiers. En effet la reprise mondiale bien synchronisée, et les politiques monétaires très accommodantes dans les pays développés ont soutenu les valeurs boursières. Ainsi, le « **MSCI WORLD** » a bondit de **21,9%**, atteignant son plus haut niveau historique.

Aux Etats unis, les trois principaux indices américains ont enregistré les évolutions suivantes comparées à l'année 2016 : L'indice **DOW JONES** (+25,1%), le **S&P** (+19,4%) et le **NASDAQ** composite (+28,2%).

En Europe, l'indice **CAC** et le **DAX** allemand ont signé leurs meilleures performances depuis 4 ans et ont clôturé l'année 2017 respectivement à **9,3%** et **12,5%**.

En Asie, l'indice **NIKKEI** a gagné **19,1%** et la bourse de Shanghai a progressé de **6,6%** en dépit des craintes d'un redressement de liquidités. L'indice **MSCI** des pays émergents a réussi à clôturer l'année 2017 en hausse de **34%**.

Pour ce qui est des marchés des changes internationaux, ils ont été marqués par l'appréciation **de la devise Européenne** à l'égard **du Dollar Américain**, atteignant ainsi **1,1677 Dollar** à fin juin 2017. Sur le court et moyen terme, il est prévu une tendance inverse vu l'augmentation des taux de rendement Américains.

De son côté, la devise européenne a profité de l'optimisme et de l'encouragement des dirigeants de **la BCE** de réduire de moitié le rythme de ses achats d'actifs. Le **Dollar** a fini l'année à **1,2005 USD** pour **un Euro**.

ENVIRONNEMENT NATIONAL

L'activité économique a enregistré une légère amélioration en 2017 avec un taux de croissance du **PIB**—qui s'est élevé à **1,9%** contre **1%** en 2016, tout en restant en deçà du potentiel de l'économie et du niveau requis pour atténuer le taux de chômage. Ce niveau qui demeure faible, a été toutefois tiré par l'évolution des activités marchandes (2,1% contre 0,4% en 2016), contre une décélération de la croissance des services non marchands (0,4% contre 2,5% en 2016).

En particulier, la croissance économique en Tunisie a bénéficié d'une saison agricole globalement bonne, du dynamisme des services marchands, notamment **l'activité touristique et le transport**. Outre une bonne performance au niveau des organismes financiers et des communications.

Par ailleurs, **le taux de chômage** a connu une légère hausse au cours du quatrième trimestre pour s'élever à **15,5%** en 2017 contre **15,3%** au troisième trimestre. Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a connu une légère baisse tout en demeurant élevé soit **29,9%** contre **30,6%** en 2016.

Pour **le secteur agricole et de pêche**, il a connu une reprise de sa valeur ajoutée de **2,5%** après une régression de **8,5%** en 2016, contribuant ainsi à hauteur de **0,2%** à la croissance économique contre **0,9%** une année auparavant.

En effet, la production s'est accrue dans la plupart des branches, notamment celle **des céréales** dont les estimations actualisées de la campagne céréalière de **2017-2018** portent sur une récolte de **13,7 millions de quintaux** contre **16 millions** au cours de la campagne précédente, soit une baisse de **14,3%**.

Pour **le secteur de l'arboriculture**, la production d'huile d'olive pour la campagne **2017-2018** devrait se situer entre 260 et 280 mille tonnes, enregistrant ainsi une progression de près de **160%**. Ainsi, les exportations d'huile d'olive, pour la période novembre 2017-juin 2018, ont connu une hausse de **169%** en valeur pour atteindre **167,4 mille tonnes** et **1.685 millions de dinars**.

S'agissant **du secteur de la pêche**, la production de l'année 2017 a progressé de **2%** pour s'élever à 129,5 mille tonnes.

Pour ce qui est de **la balance commerciale alimentaire**, elle s'est soldée par un déficit de **1.354 MDT** au cours de l'année 2017, soit un accroissement de **25,9%**

par rapport à 2016. Le creusement du déficit est attribuable, à l'accélération des importations (**22,1% contre 3,2%**) à un rythme plus important que celui des exportations (**20,6% contre 3,2%**). La progression des importations de certains produits, notamment le sucre, les huiles végétales, le maïs et le blé tendre n'a été compensée que partiellement par l'amélioration des exportations d'huile d'olive, des produits de la pêche et des dattes.

Pour sa part, la valeur ajoutée **des industries manufacturières**, a enregistré une légère hausse de **0,8%** contre **0,5%** en 2016. Cette évolution s'explique par la reprise enregistrée dans les industries mécaniques et électriques (**3,3%** contre **2,1%**), en relation avec l'affermissement de la demande à l'export sous l'effet de l'activité dans la Zone Euro. Elle s'explique également par la reprise dans les industries du textile, habillement et cuir (**0,8%** contre **-0,3%**), ainsi que dans les industries agro-Alimentaires (**1,4%** contre **-4,4%**). Par contre, la valeur ajoutée des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre a poursuivi sa tendance baissière (**-4,5%** contre **-1,8%**).

S'agissant **des Industries non manufacturières**, leur valeur ajoutée a poursuivi sa contraction en reculant de **3%** au cours de 2017 contre **-1,5%** en 2016. Cette évolution est en relation, notamment avec l'aggravation du repli des activités d'extraction de pétrole et du gaz naturel (**-11,1% contre -7,2%**) suite à des troubles sociaux. En effet, la production nationale de pétrole brut a baissé de **15,6%** en 2017 pour revenir à **1.831 mille tonnes** contre **3.663 mille tonnes** en 2010.

Par contre, **le secteur des mines** a connu une reprise de **10,1%** contre **6,4%** en 2016 malgré les tensions sociales et les perturbations au niveau de l'activité de production et de transport de phosphate. A cet égard, les quantités produites de phosphate brut, se sont accrues de **13,3%** pour s'élever à **4.150 mille tonnes** contre **8.131 mille tonnes** en 2010.

Au total, l'indice de la production industrielle a connu un repli de **1%** en 2017 contre **0,5%** une année auparavant, dû au recul de la production dans l'industrie de l'extraction de produits énergétiques (**-7%**), qui a été partiellement compensée par une évolution modérée de la production des industries manufacturières.

Sur le plan sectoriel, les services marchands ont connu en 2017 une légère consolidation de leur croissance qui s'est élevée à **4%** contre **3,3%** en 2016. Cette évolution a été tirée principalement par la bonne tenue de l'activité

touristique et par celle du transport, soit **8,3%** et **5%**, contre respectivement **2,7%** et **4,7%** en 2016. Il est à noter également la poursuite de la progression des services financiers et des communications à un rythme appréciable, soit **9,1%** et **3%** respectivement.

S'agissant des services non-marchand, leur contribution à la croissance économique est revenue à 0,1 point de pourcentage contre 0,5 point de pourcentage en 2016 et une moyenne de l'ordre de 0,8 point de pourcentage entre 2011 et 2015.

Pour l'année 2018, les prévisions du budget économique tablent sur un taux de croissance de **2,4%** sur la base de la poursuite de l'amélioration attendue des activités marchandes, notamment l'agriculture, le tourisme, le transport et les divers services marchands, contre une baisse des services non marchands.

Du côté de **la demande intérieure**, elle est demeurée le principal moteur de la croissance économique (**1,8%** contre **2,1%** en 2016) malgré un ralentissement de rythme d'évolution des principales composantes, en prix constant, à savoir la consommation globale et **la FBCF**.

Quant à **la demande extérieure**, elle a bénéficié notamment de l'amélioration de l'activité dans la Zone Euro, se traduisant par une accélération des exportations et une amélioration relative de la contribution nette à la croissance, passant de **-1,3%** à **-0,1%** en 2017.

S'agissant des investissements, **la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** a enregistré une légère évolution (**4,2%** contre **3,1%**). L'investissement global s'est accru de **15,8%** contre une baisse de **2,1%** en 2016. L'évolution de la **FBCF** reflète, notamment, la décélération des dépenses d'équipement de l'Etat. En conséquence, l'investissement a poursuivi sa baisse, revenant de **19,3%** en 2016 contre **18,7%** en 2017.

Par ailleurs **les exportations de biens et services** a progressé en 2017 aussi bien en prix constants (**4,6%** contre **0,2%**) qu'en prix courants pour atteindre **17,2%** contre **5,8%**, portant la propension moyenne à exporter de **40%** à **43,5%**. En effet, l'accroissement des exportations a touché la majorité des secteurs à savoir les industries mécaniques et électriques, le secteur de l'agriculture et les industries agroalimentaires.

Le repli des exportations reflète la chute de la production nationale de **pétrole brute**, ainsi que l'instabilité de la situation sécuritaire sur le plan régional.

En effet, les difficultés de relance économique telles que révélées par de faibles taux de croissance durant les dernières années (**+1,9% en 2017**), contribuent à impacter la performance de certains secteurs stratégiques liés à l'exportation des biens et services.

Quant **aux importations des biens et services**, elles ont enregistré une hausse en prix constants (**3,8%** contre **2,7%** en 2016) et une accélération en prix courants (**18,8%** contre **5,5%**) reflétant surtout la dépréciation du **DINAR** et la hausse des cours internationaux des hydrocarbures. Cette évolution est attribuée, notamment, aux achats des matières premières et demi-produits, corrélativement à l'amélioration de l'activité des industries manufacturières et le secteur de l'énergie dont la consommation ne cesse de croître contre une régression de la production nationale.

Du côté **de l'emploi**, les mesures qui ont été mises en œuvre afin d'atténuer les pressions sur le marché du travail et d'accélérer le rythme de créations d'emploi restent insuffisantes et le taux de chômage demeure au même niveau que celui de l'année 2016, soit **15,5%** correspondant à **639 mille** chômeurs.

Compte tenu de l'importance des défis à relever en matière d'emploi, le gouvernement s'est orienté vers une nouvelle approche intégrée se basant sur le renforcement des opportunités économiques afin de lever les obstacles sociaux et économiques empêchant les jeunes diplômés d'accéder à des emplois de qualité.

Egalement, une série de mesures ont été prises au cours de l'année 2017 ayant trait, essentiellement, à la simplification de l'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur dans la vie professionnelle à l'instar du projet portant sur l'économie sociale et solidaire.

Dans ce contexte, les créations nettes d'emplois se sont inscrites en hausse de **24,8%** passant à **43,3mille** postes d'emplois créés en **2017**, grâce à la reprise dans le secteur des industries manufacturières qui, après avoir enregistré des pertes de l'ordre de 7 mille dinars en 2016, a enregistré la création d'environ **19 mille** postes d'emplois en 2017.

Par contre, la répartition régionale du chômage fait apparaître des disparités entre les différents gouvernorats. En effet, le taux de chômage est plus élevé dans les régions du Sud et de l'Ouest que dans celles de l'Est et du Nord du pays.

Ainsi, les taux de chômage relevés par région se sont établis à 24,3% au Sud-Est, 10,4% au Nord-Est, 9,7% au Centre-Est, 25,6 % au Sud-Ouest, 16,7% au Nord-Ouest et 17,4% au Centre-Ouest.

A cet effet, le nombre de chômeurs a enregistré une hausse de **1,1%** passant de 632 mille en 2016 à 639 mille en 2017.

En 2018, un projet de loi régissant le **secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)** a été finalisé, ayant rassemblé les gouvernements, les partenaires sociaux et les organismes publics avec l'appui de l'organisation International du Travail (**OIT**). L'objectif principal de l'**ESS** est la promotion de la croissance inclusive via des projets répondant aux spécificités des régions, contribuant à créer des emplois, et à instaurer une certaine dynamique sur le marché du travail.

Le secteur de **Tourisme** a connu au cours de l'année 2017, une évolution soutenue de ses indicateurs d'activité, après les baisses importantes enregistrées en 2015 –2016 qui ont été affectées par des chocs sécuritaires. Aussi bien les entrées de touristes étrangers que le nombre de nuitées touristiques globales ont enregistré une hausse de **26,9%** et **23,1%** contre des régressions de **7,7%** et **14,4%** en 2016, portant sur environ 5,7 millions de touristes et 15,7 millions de nuitées.

Cette évolution s'est caractérisée par un retour relatif à des marchés traditionnels grâce à l'amélioration de la sécurité, outre la poursuite de l'afflux des touristes maghrébins. Corrélativement, les recettes touristiques se sont accrues de **19,3%** contre **-1,7%** en 2016 pour atteindre 2.831 MDT.

Dans la même lignée, le **trafic du transport aérien** de passagers a enregistré une reprise de **12,7%** en 2017 contre **9,2 %** une année auparavant pour s'élever à 9 millions de passagers, en majeure partie sur les lignes internationales régulières.

L'inflation qui s'est établie à **5,3%** en moyenne en 2017 contre **3,7%** une année auparavant s'est accélérée durant les derniers mois de l'année pour s'élever à **6,4%** en glissement annuel au mois de décembre. Cette tendance haussière est attribuée, principalement, à l'accélération qui a marqué le rythme d'évolution des prix des produits alimentaires (5,6% contre 2,6% en 2016) et des produits manufacturés (5,9% contre 3,6%), conjuguée à l'effet de la dépréciation du Dinar.

Pour sa part, **l'inflation sous-jacente** (hors produit frais et encadrés) s'est établie à 6,3% en 2017 contre 5,2% une année auparavant reflétant le caractère persistant de l'inflation.

S'agissant du **commerce extérieur**, il y a lieu de noter la poursuite des pressions sur la balance des paiements qui ont continué à évoluer, au cours de l'année 2017 dans une conjoncture difficile. Cette situation est imputable au faible niveau d'investissement et l'instabilité du climat social qui a affecté notablement la performance des exportations des secteurs des industries extractives.

En effet, le déficit courant continu à se maintenir à un niveau élevé pour se situer à **9,870 MDT**, soit **10,2%** du **PIB**, contre **7,935MDT** qui représente **8,8%** du **PIB** en 2016 suite à la détérioration du solde de **la balance commerciale** ; dégageant un déficit qui s'est creusé de 23,7%, soit 3 milliards de dinars par rapport à 2016 pour atteindre un niveau exorbitant de 15,6 milliards de dinars. Cette aggravation est due à la progression des importations à un rythme dépassant celui des exportations (+19,8% et +18,1% respectivement).

Concernant la **balance des services**, elle a continué à évoluer positivement en 2017 (+7,6% contre +15,7% une année auparavant), dégageant un excédent de 739 MDT contre 688 MDT en 2016. Cette progression est due à l'allègement du déficit de la balance du transport (-25%).

L'excédent de la **balance des opérations en capital et financières** s'est notamment affermi en 2017 pour s'élever à 9,2 milliards de dinars contre 6,3 milliards de dinars en 2016, soutenues par la consolidation des entrées nettes de capitaux sous forme d'emprunts extérieurs à moyen et long termes alors que le niveau des flux d'investissements étrangers demeure faible, et ce en dépit de sa progression (+12,8%) .

De son côté, le niveau **des avoirs nets en devises** a accusé un repli, pour revenir de 12.935 MDT et 112 jours d'importation à la fin de l'année 2016 à 12.885 MDT et 93 jours en 2017. Quant à la position de réserve au **FMI**, elle s'est inscrite en hausse de 15,8% pour atteindre 401 MDT en 2017. Parallèlement, les avoirs en or ont progressé de 19% au terme de l'année 2017 pour s'élever à 424 MDT.

Sur le plan monétaire, le taux de progression de la masse monétaire qui est passé de 5,3% en 2015 à 8,1% en 2016 puis à 11,4% en 2017 est imputable à l'accélération des concours à l'économie (13,2% contre 9,7 % en 2016) et à la hausse quoiqu'à un rythme inférieur des créances nettes sur l'Etat (11,4% contre

18,7 % en 2016). Les créances nettes sur l'extérieur ont, plutôt, réduit leur baisse (-1.484 MDT contre -2.634 MDT en 2016).

Par ailleurs, les conditions monétaires ont été marquées par le resserrement de la liquidité bancaire, comme en témoigne le volume global de refinancement des banques auprès de **la BCT** qui demeure à des niveaux élevés pour clôturer l'année 2017 à 10.962 MDT contre 6.71 MDT en 2016.

Dans ce contexte, et pour faire face à l'augmentation des besoins des banques en liquidité, **la BCT** a intensifié ses interventions en usant de tous les instruments à sa disposition pour combler le déficit de liquidité qui est devenu structurel.

En effet, l'analyse de la liquidité au cours de l'année 2017 montre que le besoin moyen des banques en liquidité continue à s'accroître pour passer de 9.674 MDT au troisième trimestre 2017 à 10.446 MDT au quatrième trimestre de la même année, avec un niveau record de 10.909 MDT, enregistré en décembre 2017.

Contrairement à l'année écoulée au cours de laquelle les émissions des bons du trésor ont dépassé celles prévues dans le cadre du budget de l'Etat, l'enveloppe totale en ces bons émis à fin 2017, a porté sur un modeste volume de 1.952 MDT pour des remboursements à ce titre de 813 MDT soit des souscriptions nettes de +1.139 MDT contre, respectivement, 3.884 MDT, 1.615 MDT et 2.269 MDT en 2016.

En effet, consciente de l'impact négatif de la résurgence des tensions sur les prix à la consommation avec une inflation globale qui a atteint 5,3% en moyenne, la Banque centrale a décidé de resserrer sa politique monétaire et ce, en relevant, à deux reprises, **son taux directeur** pour le porter à **4,75%** en Avril puis à **5%** en Mai 2017. Son action a été complétée par un resserrement quantitatif, à travers le plafonnement du montant des opérations principales de refinancement à 7.000 MDT.

Ainsi, et en dépit d'un taux directeur maintenu inchangé depuis fin Mai 2017 (**5%**), **le TMM** est passé de **4,94%** en juin 2017 à **5,15%** en juillet, avant de se stabiliser au niveau de **5,23%** tout le long du dernier trimestre 2017.

Sur un autre plan et en terme de moyenne annuelle, le taux de change du **Dinar** Tunisien a enregistré en 2017 une dépréciation de 12,8% à l'égard de l'**euro**,

11,3% par rapport au **Dollar** américain, **7,8%** vis-à-vis du **yen** japonais et de **11,9%** vis-à-vis de **dirham marocain**.

Ainsi, le rythme du glissement du **dinar** s'est atténué, après avoir enregistré une tendance aigue, surtout au cours du deuxième trimestre de l'année 2017. Il est à noter que la dépréciation de la valeur du dinar est imputable principalement à la poursuite du creusement du déficit de la balance commerciale et à l'évolution de l'**euro** sur le marché international des changes.

S'agissant du marché boursier, la cote de la bourse a été enrichie en 2017 par l'introduction de deux nouvelles sociétés via une offre public à prix ferme (**OPF**), en l'occurrence la société « **SANIMED** » sur le marché alternatif et la société « **ATELIER DU MEUBLE INTERIEURS** » sur le marché principal. Ainsi, le nombre des sociétés cotées en bourse s'est établi à 81 unités à fin 2017.

Par ailleurs, l'évolution du marché boursier a été marquée par la bonne performance de l'indice de référence « **TUNINDEX** » qui a affiché une hausse de 14,5% au titre de l'année 2017 en clôturant le mois de décembre à 6.281,83 points contre un rendement de 8,9% en 2016.

La tendance haussière de l'indice « **TUNINDEX** » observée en 2017 s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2018. Ainsi l'indice de référence a clôturé le mois de Mars à un niveau record de 7.142,65 points, soit une performance de 13,7%.

S'agissant de l'année 2018, les prévisions tablent sur une maîtrise relative du déficit de la balance courante pour se situer à 9,7% **du PIB** sur la base d'une progression de l'activité touristique et celle du transport.

Concernant les orientations de l'Etat pour l'année 2018, elle se sont basées sur la consolidation des ressources propres de l'Etat à travers notamment, un ensemble de nouvelles mesures touchant, entre autre, la lutte contre l'évasion fiscale, ce qui permettrait de limiter les besoins du recours au ressources d'emprunt et de contenir le déficit budgétaire à 4,9% du PIB contre 6,1% en 2017.

CHIFFRES CLE DE L'ACTIVITE DE LA BTE

FONDS PROPRES :

Les Fonds Propres de la banque ont atteint à fin 2017 le montant de 130,025 millions de dinars contre 129,151 millions de dinars à fin 2016.

Evolution des fonds propres (en millions DT)

	2017	2016	Taux de croissance (%)
Capital social	90,000	90,000	-
Actions propres	-840	-840	-
Réserves	47,438	47,346	0,2
Résultats reportés	-7,355	-8,293	-11,3
Résultat net de l'exercice	782	938	-16,6
Total	130,025	129,151	0,7

ACTIVITES D'INVESTISSEMENT:

APPROBATIONS :

Les approbations des activités d'investissement ont accusé une amélioration de l'ordre de 18,2% en 2017 pour atteindre 135,187 millions de dinars contre 114,719 millions de dinars en 2016.

CROISSANCE DES APPROBATIONS (en millions DT)

	Approbations 2017	Approbations 2016	Taux de croissance en (%)
crédit moyen & long terme	26,863	14,735	82,%
participation	-	-	-
leasing	22,588	32,113	42,2%
Total approbations entreprises	58,976	37,323	58%
Total approbations particuliers	76,211	77,096	-1,1%
Total	135,187	114,719	18,2%

Pour le budget de 2017, les approbations de la banque ont enregistré une amélioration de 15 millions de dinars, qui s'est traduit essentiellement par la progression des crédits de leasing, qui ont atteint 32 millions de dinars en 2017

contre 23 millions de dinars au cours de l'année écoulée, cela a également dépassé les estimations du budget de l'année 2017.

En outre, les approbations sur les crédits aux particuliers ont atteint en décembre 2017 les estimations établies (76.211 millions de dinars, contre 70 millions de dinars).

Compte tenu de ces circonstances, et pour atteindre les objectifs du budget, il demeure nécessaire de stimuler les interventions, notamment en matière de financement des prêts aux particuliers et de leasing qui sont considérés parmi les plus importants sur lesquels est basé le plan **Quinquennal** de la banque pour la période (2017-2020).

DECAISSEMENT

Les décaissements ont enregistré une baisse de -15,7 % au cours de l'année 2017, soit un montant de 22 millions de dinars. Cela s'explique principalement par la dégradation des engagements sous forme de crédits à **Moyen et long terme** des entreprises qui ont enregistré un repli de 18 millions de dinars par rapport à l'année 2016, suite au ralentissement de la croissance économique ainsi que les pressions qui s'exercent sur la trésorerie de la Banque. En conséquence, une grande partie des ressources financières de la Banque a été allouée en faveur des crédits aux particuliers.

CROISSANCE DES DECAISSEMENTS (en millions DT)

	Réalisations 2017	Réalisations 2016	Taux de croissance en (%)
crédits moyen & long terme	25,927	44,398	-41,6%
participations	-	50	-
leasing	16,571	19,226	-13,8%
Total décaissements entreprises	42,498	63,674	-33,3%
Total décaissements particuliers	77,096	76,211	-1,1%
Total crédits	118,709	140,770	-15,7%

Concernant les décaissements, la banque a dépassé les estimations du budget de l'année 2017, soit 109,8%.

La Banque est toujours tenue d'activer ses interventions sous forme de **crédits à Moyen et long terme** aux particuliers et au Leasing afin d'optimiser la rentabilité de ses ressources.

ACTIVITES COMMERCIALES :

EVOLUTION DES CREDITS A COURT TERME :

L'encours des crédits à court terme a connu une évolution de 5,2 millions de dinars en 2017 soit un taux de 2,1% par rapport à 2016, passant de 248,453 millions de dinars en 2016 à 253,695 millions de dinars en 2017, en adéquation avec la croissance des crédits de gestion en dinars de 15,3%

ACTIVITES COMMERCIALES (en millions DT)

	2017	2016	Taux de croissance en (%)
Crédits de gestion en dinars	133,352	115 ,624	15,3
Facilité de caisse	41,222	40,937	0,7
Crédit de gestion en devises	88,493	77,518	-12,4
Avance/dépôt	3,399	1,603	-1796
Total	253,695	248,453	2,1

Par rapport aux prévisions de l'année 2017, l'activité commerciale de la Banque a enregistré une croissance de 32 millions de dinars, grâce essentiellement à la croissance des crédits des gestions.

OPERATIONS AVEC L'ETRANGER : CREDITS DOCUMENTAIRES

Les opérations avec l'étranger ont enregistré une baisse de -16,8 % en 2017 par rapport à l'année 2016, revenant de 31,9 millions de dinars à 26,5 millions de dinars, en rapport avec la situation économique difficile dans le pays (au niveau des importations notamment).

OPERATIONS AVEC L'ETRANGER (en millions DT)

	2017	2016	Taux de croissance en (%)
Ouverture de crédoc import	25,707	28,244	-9%
Ouverture de crédoc export	0,820	3,633	77,2%
Total	26,536	31,877	-16,8

En effet, et en dépit de la situation économique fragile, la Banque devrait stimuler ses interventions dans ce domaine, d'autant plus qu'elles ne nécessitent

pas la mobilisation de ressources financières alors que cette activité draine d'importantes commissions en profit de la Banque.

LES CAUTIONS ET GARANTIES :

Les garanties et les cautions accordées aux clients ont atteint 78 millions de dinars en décembre 2017, enregistrant une baisse de 31 millions de dinars, soit -28,9% par rapport à décembre 2016.

CAUTIONS ET GARANTIES ACCORDEES AUX CLIENTS (en millions DT)

	2017	2016	Taux de croissance en (%)
Cautions de marché	57,723	53,370	8,2
Autres cautions et garanties	10,746	10,526	2,1
Garanties sur leasing	5,493	418	1214,2
Cautions de la clientèle	73,962	64,314	15,
Cautions bancaires	4,010	45,298	-91,1
Total	77,972	109,612	-28,9

RESSOURCES DE LA BANQUE :

Les ressources de la Banque ont atteint 1008,426 millions de dinars à fin 2017 contre 954,091 millions de dinars à fin 2016, enregistrant une hausse de 54 millions de dinars.

La nature des ressources se répartit comme suit :

- Fonds propres : 130,025 millions de dinars.
- Emprunts : 338,512 millions de dinars.
- Dépôts de la clientèle : 539,889 millions de dinars.

EVOLUTION DES RESSOURCES DE LA BANQUE (en millions DT)

	Décembre 2017	Décembre 2016	Taux de croissance en (%)
Fonds propres	130,025	129,151	0,7
Emprunts	338,512	231,788	46
Dépôts de la clientèle	539,889	593,152	-9
	1008,426	954,091	5,7

Les fonds propre de la Banque ont atteint 130,025 millions de dinars en 2017 contre 129,151 millions de dinars en 2016, enregistrant une hausse de 0,7%.

EMPRUNTS ET RESSOURCES EXTERIEURES :

Les emprunts externes et internes ont atteint 338,512 millions de dinars à fin 2017 contre 231,788 millions de dinars à fin décembre 2016, soit une augmentation de 106,7 millions de dinars.

EVOLUTION DES EMPRUNTS (en millions DT)

	Décembre 2017	Décembre 2016	Ecart Déc. 2016/2017	
			Valeur	%
Lignes extérieures	4,631	6,363	-1,732	27,2%
Emprunts obligataires	103,750	110,195	-6,445	-5,8%
Emprunts interbancaires	-	19,000	-19,000	-100%
Emprunts marché monétaire en devises	169,131	41,230	127,901	310,2%
Emprunts marché monétaire en dinars	61,000	55,000	6,000	10,9%
Total emprunt	338,512	231,788	106,724	46%

Il est à noter que la Banque a eu recours au marché monétaire en dinars et aux emprunts interbancaires au cours de l'année 2017. Ces emprunts ont atteint 127,4 millions de dinars, sous l'effet notamment, de la pression continue sur la trésorerie de la Banque.

Par ailleurs, et pour garder la même cadence des activités tout en réalisant les objectifs fixés, il fallait assurer la mobilisation de ressources financières supplémentaires à moyen terme afin de maintenir l'équilibre financier de la

Banque, y compris l'achèvement des procédures de l'émission de l'emprunt obligataire 2017.

Par rapport aux estimations financières, les emprunts ont enregistré une hausse de 9,7 millions de dinars au 31 décembre 2017, principalement en raison de l'augmentation de la base des emprunts sur le marché monétaire de 9,7 millions de dinars.

DEPOTS :

Les dépôts de la clientèle ont atteint 539,9 millions de dinars au 31 décembre 2017 contre 593,1 millions de dinars en 2016 soit une baisse de 53,2 millions de dinars (-9%).

EVOLUTION DES RESSOURCES PROVENANT DES DEPOTS (en millions DT)

	2017		2016		Taux de croissance en(%)
	valeur	%	valeur	%	
Comptes épargne	66,987	12,4	62,055	10,5	7,9
Comptes à terme	197,584	36,6	256,013	43,7	23,75
Total des dépôts à terme	264,571	49	318,068	53,6	-17,6
Comptes à vue	275,318	51	118,349	20	1,2
Total de dépôt en dinars	458.550	73,6	436.417	73,6	-9
Comptes à terme	6,876	0,5	3,101	0,5	121,7
Comptes à vue	74,463	25,9	153,634	25,9	-51,5
Total de dépôt en devises	81,339	26,4	156,735	26,4	48,1
Total dépôts	539,889	100	593,152	100	-9

Les ressources de la Banque provenant des dépôts ont enregistré une dégradation de 53,2 millions de dinars par rapport à l'année 2016 soit 539,889 millions de dinars. Néanmoins, ils n'ont pas atteint les estimations budgétaires prévues pour l'année 2017. L'écart est estimée à 38,6 millions de dinars en raison, notamment, de la réduction des dépôts à terme, qui sont les dépôts les plus chers, avec un montant de 37,2 millions de dinars y compris la dégradation des comptes à vue qui ont enregistré une baisse de 0,2 millions de dinars en 2017.

S'agissant du budget 2017, les réalisations sont en deça de 93,1% par rapport aux prévisions concernant le total des dépôts en dinars.

D'autre part, la Banque a enregistré au cours de l'année 2017 une croissance au niveau des comptes d'épargne, passant de 62,055 millions de dinars en 2016 à 66,987 millions de dinars au titre de l'année 2017, et ce dans le but de maîtriser les coûts moyen des ressources.

RESULTATS DE LA BANQUE :

Le produit net de la Banque a atteint 44,546 millions de dinars en décembre 2017 contre 39,097 millions de dinars à fin 2016, soit une augmentation de 13,9%.

EVOLUTION DES RESULTATS (en 1.000 DT)

	Réalisations 2017	Réalisations 2016*	Taux de croissance en (%)
Intérêts et revenus assimilés	54.789	50.203	9,1
Commissions	14.586	13.283	9,8
Gain/portefeuille titre	3.489	1.351	158,4
Revenu/portefeuille	6.390	4.825	31,6
Total produits d'exploitation bancaire	79.508	70.031	13,8
Intérêts encourus et charges assimilées	34.732	30.554	13,7
Commissions encourues	405	360	12,5
Total charges d'exploitation bancaire	35.137	30.914	13,7
Produit net bancaire	44.371	39.117	13,9
Frais de personnel	-22.350	-18.692	14
Autre charges	16	18	-11,1
Amortissement	-2.176	-1.972	10,3
Résultat d'exploitation Brut	12.386	10.837	14,3
Dotations aux provisions	-8431	-8.833	-3,9
Gain provenant des autres éléments ordinaires	-324	-1.777	361,6
Résultat	2.118	1.619	30,8
Impôt sur les bénéfices	-1.336	-681	96,2
Résultat net	782	938	-16,6

Par rapport aux réalisations enregistrées au 31 décembre 2016, les revenus d'exploitation bancaires ont augmenté de 13,8% en décembre 2017, en raison notamment de l'évolution des revenus des intérêts de 21,9%.

En contrepartie, les charges d'exploitation bancaires ont enregistré un taux de croissance de 13,7%, en raison de la hausse des encours des ressources financières pour atteindre 647 millions de dinars en décembre 2017 contre 631,7 millions de dinars en décembre 2016.

EVOLUTION DES PRODUITS BANCAIRES :

Les produits bancaires ont enregistré un accroissement de 13,8%, passant de 70,011 millions de dinars en 2016 à 79,683 millions de dinars en 2017, grâce à l'augmentation des revenus des crédits à long , moyen et court terme aux particuliers (**crédits de consommation**) de près de 3,6 millions de dinars, et au taux de 21,9% et les revenus de crédits à court terme aux entreprises qui ont atteint une augmentation de 16,3 millions de dinars en décembre 2017 contre 13,9 millions de dinars à fin 2016, soit une hausse de 17,7% .

S'agissant des revenus des crédits à court terme aux entreprises, ils ont atteint un accroissement de 16,333 millions de dinars en décembre 2017 contre 13,9 millions de dinars en 2016, soit un taux de 17,7%.

EVOLUTION DES CHARGES BANCAIRES :

Les charges d'exploitation bancaires ont enregistré un accroissement de 13,7% au cours de l'exercice 2017, pour atteindre 35,137 millions de dinars contre 30,914 millions de dinars en 2016.

Cette croissance s'explique essentiellement par l'augmentation des intérêts sur les dépôts de la clientèle passant de 631,7 millions de dinars en décembre 2016 à 647 millions de dinars au cours de l'année 2017.

RESULTAT :

Le résultat de la Banque a enregistré à fin décembre 2017 un bénéfice de **782 mille dinars** contre un bénéfice de **938 mille dinars** en 2016, soit une baisse de 16,6%.

BANQUE DE TUNISIE & DES EMIRATS

1. ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017

Bilan arrêté au 31 Décembre 2017
(Unité : en millier de dinars)

A C T I F	Notes	31/12/2017	31/12/2016	
AC1	Caisse & avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	1	18 360	22 006
AC2	Créances sur les établissements bancaires & financiers	2	153 815	107 998
AC3	Créances sur la clientèle	3	722 072	705 412
AC4	Portefeuille titres commercial	4	96 193	96 484
AC5	Portefeuille investissement	5	18 519	18 444
AC6	Valeurs immobilisées	6	16 469	17 200
AC7	Autres actifs	7	12 262	13 186
TOTAL ACTIF			1 037 690	980 730
 P A S S I F				
PA2	Dépôt & avoirs des établissements bancaires & financiers	8	232 608	117 004
PA3	Dépôt & avoirs de la clientèle	9	537 520	592 445
PA4	Emprunts & ressources spéciales	10	120 242	126 947
PA5	Autres passifs	11	17 293	15 183
TOTAL PASSIF			907 663	851 579
 CAPITAUX PROPRES				
CP1	Capital		90 000	90 000
CP2	Réserves		47 440	47 346
CP3	Actions propres		(840)	(840)
CP5	Résultats reportés		(7 355)	(8 293)
CP6	Résultat de la période		782	938
TOTAL CAPITAUX PROPRES		12	130 027	129 151
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES			1 037 690	980 730

Etat des engagements hors bilan
Arrêté au 31 décembre 2017
(Unité : en milliers de dinars)

		Notes	31/12/2017	31/12/2016
PASSIFS EVENTUELS				
HB 1	Cautions, avals et autres garanties données	13	77 971	68 788
HB 2	Crédits documentaires		26 536	31 877
TOTAL PASSIFS EVENTUELS			104 507	100 665
ENGAGEMENTS DONNES				
HB 4	Engagements de financement donnés	14	59 516	53 218
HB 5	Engagements sur titres		20 550	15 600
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES			80 066	68 818
ENGAGEMENTS RECUS				
HB 6	Engagements de financement reçus		-	-
HB 7	Garanties reçues	15	638 963	531 114
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS			638 963	531 114

Etat de résultat
Période du 1er Janvier au 31 décembre 2017
(Unité : en milliers de dinars)

	<i>Notes</i>	Exercice 2017	Exercice(*) 2016
<i>Produits d'exploitation bancaire</i>			
PR1	Intérêts et revenus assimilés	54 789	50 203
PR2	Commissions	14 586	13 283
	Gains sur opérations de change	17 3 489	1 351
PR3	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	18 6 390	4 825
PR4	Revenus du portefeuille d'investissement	19 254	369
	Total produits d'exploitation bancaire	79 508	70 031
<i>Charges d'exploitation bancaire</i>			
CH1	Intérêts encourus et charges assimilées	20 (34 732)	(30 554)
CH2	Commissions encourues	(405)	(360)
	Total charges d'exploitation bancaire	(35 137)	(30 914)
	PRODUIT NET BANCAIRE	44 371	39 117
CH4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan & passif	21 (10 016)	(8 946)
CH5	Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	22 129	(831)
CH6	Frais de personnel	23 (22 350)	(18 692)
CH7	Charges générales d'exploitation	24 (7 974)	(6 911)
CH8	Dotations aux amortissements sur immobilisations	(2 176)	(1 972)
	RESULTAT D'EXPLOITATION	1 984	1 765
CH9	Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	324	-
CH11	Impôts sur les sociétés	(1 335)	(681)
	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	973	1 084
CH10	Eléments extraordinaires	26 (191)	(146)
	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	782	938
	Résultat par action (DT)	27 0,022	0,027

(*) Retraité pour le besoins de comparabilités

Etat de flux de trésorerie
Période du 1er Janvier au 31 Décembre 2017
(Unité : en milliers de Dinars)

	<i>Notes</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
ACTIVITE D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaires encaissés		77 179	66 504
Charges d'exploitation bancaires décaissées		(29 527)	(14 804)
Prêts et avances/remboursement prêts & avances accordés à la clientèle		(19 177)	9 236
Dépôts/retrait de dépôts de la clientèle		(49 289)	19 186
Sommes versées aux Personnel et C. Divers		(29 720)	(25 976)
Autres flux d'exploitation		(967)	(79 054)
Impôts sur les sociétés		(798)	(204)
Flux de trésorerie net affectés aux des activités d'exploitation		(52 299)	(25 112)
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Intérêts & dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		463	386
Acquisitions/cessions sur portefeuille d'investissement		(1 366)	(1 438)
Acquisitions/cessions sur immobilisations		(6 198)	(4 447)
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement		(7 101)	(5 499)
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emission d'emprunts		10 805	39 195
Remboursement d'emprunts		(17 250)	(17 250)
Augmentation/diminution ressources spéciales		(20 899)	1 888
Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement		(27 344)	(23 833)
Incidence des variations de valeurs sur les liquidités et équivalents de liquidités			
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		(86 744)	(6 778)
Liquidités et équivalents en début de période		(1 709)	5 069
Liquidités et équivalents en fin de période	25	(88 453)	(1 709)

Notes aux états financiers annuels au 31 Décembre 2017
(Les chiffres sont exprimés en KDT : milliers de Dinars)

1- Référentiel d'élaboration et de présentation des états financiers

Les états financiers de la BTE sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie notamment à la norme comptable générale n° 01 du 30 décembre 1996 et aux normes comptables bancaires NC 21/25 du 25 mars 1999 et aux règles de la Banque Centrale de la Tunisie édictées par la circulaire N° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

2- Bases de mesures

Les états financiers de la BTE sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Ainsi, les actifs de la banque ne sont grevés d'aucune marge de réévaluation.

3- Principes comptables pertinents appliqués

3.1. Comptabilisation des prêts M.L.T et revenus y afférents

Les engagements de financement sont inscrits en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloquages de fonds pour la valeur nominale.

La commission d'étude ou de gestion est prise en compte en totalité parmi le résultat à l'issue du premier déblocage.

Les revenus des prêts à intérêts précomptés, contractés par la banque sont pris en compte, à l'échéance convenue, dans un compte de créance rattachée de régularisation et sont portés en résultat au prorata temporis à chaque arrêté comptable.

Les revenus des prêts à intérêts post-comptés sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

La banque n'incorpore dans ses produits les intérêts impayés ou réservés ayant fait l'objet d'arrangement, de rééchelonnement ou de consolidation quelque soit la classification des engagements auxquels ils sont rattachés. Seule la partie effectivement encaissée est incorporée au résultat de l'exercice, au sens de la circulaire BCT N° 91-24. Les intérêts courus ou échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les actifs incertains (classe 2), les actifs préoccupants (classe 3) ou parmi les actifs compromis (classe 4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits en actif soustractif sous le poste « agios réservés ». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

3.2. Comptabilisation des prêts C.T et revenus y afférents

Les crédits C.T sont inscrits en hors bilan à mesure qu'ils sont engagés, et transférés au bilan sur la base d'utilisation. Les intérêts sont pris en compte à mesure qu'ils sont courus.

3.3. Comptabilisation des biens donnés en leasing

La banque comptabilise dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon l'approche économique et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat actualisé au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location-financement.

Les paiements minimaux au titre de la location sont les paiements que le preneur est tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b- la valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Au niveau de la BTE et selon les clauses contractuelles des contrats de leasing il n'est pas négocié avec le preneur une valeur résiduelle non garantie, ni des loyers conditionnels. En effet, tous nos contrats de leasing et les échéanciers leurs correspondants tiennent compte uniquement d'une valeur d'achat à la fin du contrat fixée, généralement, à 1 DT qui est assimilée à juste titre comme une valeur résiduelle garantie.

La valeur résiduelle des biens donnés en leasing est enregistrée en hors bilan dans la rubrique des engagements donnés.

3.4. Comptabilisation du portefeuille-titres et revenus y afférents

Le portefeuille-titres détenu par la banque est constitué en totalité par des titres d'investissement. Ces titres sont détenus avec l'intention de les céder dans un horizon moyen et long terme. Sont classés parmi les titres de participation :

- Les titres dont la possession durable est estimée stratégique à l'activité de la banque ;
- Les titres représentant des participations-financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagement hors bilan pour leur valeur d'émission et transférées au bilan à la date de libération.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, frais et charges exclus. La cession des titres de participation est constatée à la date de transfert de propriété des titres.

Les dividendes sur les titres obtenus par la banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

3.5. Comptabilisation des ressources et charges y afférentes

Les engagements de financement reçus sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués.

Les intérêts et les commissions de couverture de change sur emprunts sont comptabilisés dans le résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.6. Evaluation des risques et couverture des engagements

3.6.1 Provisions individuelles

La provision pour risque sur prêts est déterminée conformément aux normes de division couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT N° 91-24 qui prévoit les classes de risques suivantes :

- Classe 0 : Actifs courants ;
- Classe 1 : Actifs nécessitant un suivi particulier ;
- Classe 2 : Actifs incertains ;
- Classe 3 : Actifs préoccupants ;
- Classe 4 : Actifs compromis.

Le taux de provisionnement retenu correspond au taux minimal par classe de risque appliqué au risque couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués sont les suivants :

- Actifs incertains (classe 2) : 20 %
- Actifs préoccupants (classe 3) : 50 %
- Actifs compromis (classe 4) : 100 %

3.6.2 Provision collective

Les établissements de crédit doivent constituer par prélèvement sur les résultats des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la circulaire n°91-24. Pour l'évaluation du montant de ces provisions, la banque a eu recours à la méthodologie référentielle édictée par la BCT à cet effet.

A ce titre, la BTE a estimé la provision conformément à la méthodologie référentielle édictée par la BCT. Les provisions constituées par la banque à fin 2017, s'élèvent à 5 794 KDT dont 156 KDT au titre de l'exercice 2017.

3.6.3 Provisions additionnelles :

En date du 30 décembre 2013, la BCT a publié la circulaire N°2013-21 imposant aux banques de constituer des provisions additionnelles pour la couverture des risques nets encourus sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% du risque net pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% du risque net pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 à 7 ans ;
- 100% du risque net pour les actifs ayant une ancienneté supérieure ou égale à 8 ans.

On entend par risque net, la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- Des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- Des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24.

A ce titre, Les provisions constituées conformément à la circulaire BCT 2013-21 du 30 décembre 2013 totalisent au 31/12/2017 un montant de 21 253KDT.

En date du 22 juillet 2015, la BCT a publié la circulaire N°2015-12 prévoyant des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises du secteur touristique qui se résument comme suit :

✓ Les établissements de crédit peuvent maintenir la classe de risque au 31 décembre 2014 pour les entreprises qui ont bénéficié des mesures exceptionnelles et geler l'ancienneté au sens de l'article 10 quater de la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 pour les entreprises touristiques qui ont bénéficié des mesures de l'article 1 et l'article 2 de la circulaire BCT n°2015-12.

✓ Les établissements de crédit peuvent rééchelonner les échéances des années 2015 et 2016 des crédits accordées aux entreprises touristiques. Le remboursement de ces échéances pourrait commencer à partir de l'année 2017.

En vertu de la circulaire n°2017 -05 du 24/07/2017 les dispositions de la circulaire 2015-12 demeurent applicable aux créances échues en 2017.

✓ Le bénéfice de ces mesures est subordonné à la présentation, par la société en question, d'une demande en l'objet accompagnée des justificatifs de la baisse du chiffre d'affaires d'au moins 30% par rapport à la même période de l'année précédente.

En 2016, 16 entreprises opérant dans le secteur touristique ont fait une demande auprès de la Banque afin de bénéficier des avantages de la circulaire n°2015-12.

Néanmoins, la Banque a procédé à la classification des dites relations conformément aux dispositions de la circulaire 91-24.

3.6.4 Provision sur participations

L'évaluation des titres de participation à la date d'arrêté est faite par référence à la valeur d'usage et donne lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Pour les titres non cotés, l'évaluation est faite par référence à la valeur mathématique corrigée (en tenant compte de la valeur actualisée du patrimoine de la société émettrice) à la date la plus récente. Les dépréciations éventuelles dégagées et revêtant un caractère durable sont couvertes par des provisions.

3.7. Opérations en devises

Les transactions réalisées par la banque en monnaies étrangères sont traitées conformément aux dispositions prévues par la norme comptable sectorielle n°23 relative aux opérations en devises dans les établissements bancaires :

- Les opérations effectuées en devises sont enregistrées en comptabilité de façon distincte par la tenue d'une comptabilité autonome dans chacune des devises utilisées. Cette comptabilité permet la détermination périodique de la position de change.
- Les charges et produits libellés en devises influent sur la position de changes, sont comptabilisés dans la comptabilité ouverte au titre de chaque devise concernée dès que les conditions de leur prise en compte sont réunies, puis convertis dans la comptabilité en monnaie de référence, et ce, sur la base du cours de change au comptant en vigueur à la date de leur prise en compte dans la comptabilité tenue en devises.

- Les charges et produits libellés en devises courus et non échus à la date d'arrêté comptable sont convertis sur la base du cours de change au comptant en vigueur à la date de l'arrêté comptable.
- A chaque arrêté comptable, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan figurant dans chacune des comptabilités devises sont convertis et reversés dans la comptabilité en monnaie de référence sur la base du cours de change au Comptant en vigueur à la date d'arrêté.
- Les différences entre, d'une part, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan réévalués, et d'autre part, les montants correspondants dans les comptes de contre-valeur de position de change sont prises en compte en résultat de la Période considérée.
- La position de change globale de la banque à la fin de l'exercice est créditrice de 7 475 KDT.
- Le montant des opérations de change au comptant à la date du 31/12/2017 non dénouées

Nature des opérations	31/12/2017	31/12/2016
Achats	5 519	3 078
ventes	5 519	1 850

3.8. Immobilisations et autres actifs non courants

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

- Immeuble d'exploitation	:	2,5 %
- Mobilier de bureaux	:	20 %
- Matériel de bureaux	:	10 %
- Matériel de transport	:	20 %
- A. A. et installations	:	10 %
- Matériel informatique	:	15 %
- Logiciel	:	33 %

Les charges reportées sont inscrites parmi les autres actifs dans la mesure où elles ont un impact bénéfique sur les exercices ultérieurs. Elles sont résorbées sur trois ans.

4- Notes explicatives (Les chiffres sont exprimés en KDT: milliers de Dinars)

4.1 Actifs

Note 1 : Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Caisse agences dinars et IBS	3 155	3 613
Caisse agences devises	1 303	1 062
Banque Centrale de Tunisie en dinars	684	429
Banque Centrale de Tunisie en devises	13 218	16 902
TOTAL	18 360	22 006

Note 2 : Créances sur les établissements bancaires et financiers

Au 31 décembre 2017, les créances sur les établissements bancaires et financiers ont évolué comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Créances sur les établissements bancaires	123 294	72 518
Créances sur les établissements financiers	30 521	35 480
TOTAL	153 815	107 998

2.1. Créances sur les établissements bancaires :

Les créances sur les établissements bancaires se détaillent comme suit

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Prêts interbancaires en devises	19 619	2 843
Prêts swap en devises	96 578	41 408
Avoirs chez les correspondants locaux	63	65
Avoirs chez les correspondants étrangers	6 995	28 202
Créances rattachées	39	-
TOTAL	123 294	72 518

- Cette rubrique ne comprend pas de créances sur les entreprises liées
- Cette rubrique ne comprend pas de créances douteuses

- Tous les intérêts rattachés sont mensualisés et constatés parmi les produits.

Note 3 : Créances sur la clientèle

3.1. Les créances brutes sur la clientèle

Au 31 décembre 2017, les créances brutes sur la clientèle ont évolué comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Comptes débiteurs de la clientèle	39 206	37 916
Autres concours à la clientèle	762 071	732 235
Crédits sur ressources spéciales	3 167	6 519
Total brut	804 444	776 670

3.2. Les créances nettes sur la clientèle

Au 31 décembre 2017, les créances nettes sur la clientèle ont évolué comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Concours CT (1)	215 912	211 440
Concours M.L.T. (2)	505 632	485 714
Leasing (3)	43 694	41 557
Comptes débiteurs de la clientèle	39 206	37 916
Valeurs en recouvrement	-	43
Total brut	804 444	776 670
Agios réserves	(22 653)	(19 478)
Provisions individuelles (*)	(53 925)	(46 142)
Provisions collectives	(5 794)	(5 638)
Total net	722 072	705 412

(*) La rubrique inclus 168 ktnd au titre d'utilisation de provision suite au recouvrement des créances et un montant de 479 ktnd pour des provisions reclassés sur les agios réservés.

(1)-Les prêts à court terme et les comptes rattachés se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Encours non échus	210 921	203 481
Avance sur dépôt à terme	1 603	3 399
Principal impayé	5 604	6 436
Intérêts et commissions perçus d'avance	-2 246	-1 965
Créances rattachés	29	89
Total	215 912	211 440

(2)- Les prêts à moyen et long termes et comptes rattachés se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Encours non échu	466 068	444 723
Principal impayé	26 134	28 817
Intérêts et commissions impayés	7 928	8 341
Intérêts à recevoir	5 333	3 657
Avance en comptes courants	169	186
Intérêts perçus d'avance	-	(10)
Total	505 632	485 714

(3)-Les engagements sous forme de leasing se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Encours	42 228	40 437
Principal impayé	630	438
Intérêts impayés	493	394
Intérêts courus	141	137
Autres créances	202	151
Total	43 694	41 557

La répartition des engagements entre actifs classés et actifs non classés se présente comme suit :

Nature de l'engagement	Actifs non classés		Actifs classés		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Concours MLT	404 141	391 747	101 491	93 967	505 632	485 714
Concours CT	187 535	180 941	28 377	30 499	215 912	211 440
Leasing	35 594	24 294	8 100	17 263	43 694	41 557
Comptes courants débiteurs	32 542	37 354	6 664	562	39 206	37 916
TOTAL Brut	659 812	634 336	144 632	142 291	804 444	776 627
Valeurs en recouvrement	-	43	-	-	-	43
TOTAL Brut	659 812	634 379	144 632	142 291	804 444	776 670

Le total des engagements sur la clientèle se répartit par secteur d'activité comme suit :

Nature de l'engagement	Entreprises				Particuliers	TOTAL
	Agriculture	Industrie	Services	Tourisme		
Concours MLT	3 033	79 498	79 724	80 311	263 066	505 632
Concours CT	5 058	85 771	121 721	330	3 032	215 912
Leasing	534	9 130	33 909	121	-	43 694
Comptes courants débiteurs	805	10 322	21 764	378	5 937	39 206
TOTAL BRUT	9 430	184 721	257 118	81 140	272 035	804 444

3.4. Les mouvements sur les créances classées

Créances classées	Actifs classés 2016	Augmentations/ Diminutions	Actifs classés 2017
Comptes courants débiteurs	17 263	453	6 664
Autres concours à la clientèle	125 028	5 890	137 968
TOTAL ACTIF	142 291	6 343	144 632
Agios réservés	(19 478)	(3 175)	(22 653)
Provisions	(46 142)	(7 783)	(53 925)
Provisions collectives	(5 638)	(156)	(5 794)
TOTAL PROV ET AGIOS RESERVES	(71 258)	(11 114)	(82 372)

Note 4 : Portefeuille-titres commercial

L'évolution du poste titres de participation se présente comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Titres de placement à revenus fixes	81 062	80 075
BTA	55 625	54 225
Obligations	28 099	28 364
Primes d'acquisition BTA	(1 801)	(1 616)
Moins-value BTA	(861)	(898)
titres de placement à revenus variables (Fonds gérés BTE SICAR)	14 792	16 102
Fonds gérés	14 792	16 102
Créances rattachées	3 136	2 996
Total Brut	98 990	99 173
Provisions	2 797	2 689
Total Net	96 193	96 484

Ci-dessous l'état des placements à court terme :

	VALEUR NOMINALE	PRIME D'ACQUISITION	COUT D'ACQUISITION	VALEUR DE MARCHE	MOINS VALUE
BTA	55 625	-1 801	53 824	52 963	-861

Les mouvements des provisions sur les fonds gérés BTE SICAR se détaillent comme suit :

	provisions 2016	reprises sur provisions	Dotations aux provisions	provisions 2017
Mouvement des provisions sur fonds gérés	2 689	0	108	2 797

Libellé	31/12/2016	ACQUISITION /CESSION	31/12/2017
Titres de placement à revenus fixes	82 589	1 135	83 724
BTA	54 225	1 400	55 625
Obligations	28 364	-265	28 099
Titres de placement à revenus variables (FG BTE SICAR)	16 102	-1 310	14 792
Fond gérés	16 102	-1 310	14 792
Total brut	98 691	-175	98 516

Note 5 : Portefeuille d'investissement :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Titres de participation des entreprises associés	11 054	8 943
Autres Titres de participation	9 331	11 355
Créances rattachés	600	850
Total brut	20 985	21 148
Provisions	-2 466	-2 704
Total net	18 519	18 444

Les titres de participations se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016
Titres de participation	20 385	20 298
Titres cotés	7 288	7 288
Titres non coté	13 097	13 010
Créances rattachées	600	850
Total Brut	20 985	21 148
Provisions	2 466	2 704
Total Net	18 519	18 444

Les mouvements de l'exercice sur les titres de participation se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2016	ACQUISITION /CESSION	31/12/2017
Titres de participation	20 298	87	20 385
Créances rattachées	850	-250	600
TOTAL Brut	21 148	-163	20 985
Provisions	-2 704	238	-2 466
TOTAL Net	18 444	75	18 519

5.1. Liste des filiales :

Sociétés	Siège	Capitaux propres	%	Résultat 2017
T.E.P (C.T.E.I)	Ennour building-5ème étage centre urbain Nord Tunis	2 989	99,99%	77
Rapid Recouvrement	Ennour building-5ème étage centre urbain Nord Tunis	3 199	99,73%	259
BTE – SICAR	5 bis rue med Badra 1002 tunis	3 140	75,00%	303
Tuniso Émiratie Sicav (TES)	5 bis rue med Badra 1002 tunis	66 112	1,92%	3 204

5.2. Coût d'acquisition des titres de participations et pourcentage de détention :

PARTICIPATIONS	Coût d'acquisition	%	Provision 31/12/2017
BTE SICAR	2 250	75,00%	-
TEP – Tuniso-Emiratie de participations	5 000	99,99%	1 732
Rapid recouvrement	299	99,73%	-
TES	1 483	1,92%	-
Djerba Aghir	2 022	43,62%	-
Entreprises liées	11 054		1 732
BANQUE NATIONALE AGRICOLE	7 288	3,83%	-
SOCIETE TUNISIENNE DE GARANTIE	30	1,00%	-
INB - Société Industrie des Nouvelles Briques	300	4,62%	300
SPPI - Société de participation et de promotions des investissements	50	6,58%	50
La Maison du Banquier	134	1,50%	51
ABF – Académie des Banques et Finances	0.1	0,1%	-
SIBTEL – Société interbancaire de télé-compensation	52	0,67%	-
Pôle de compétitivité de Bizerte	1 000	6,67%	59
United General Partners UGP	100	50%	-
FCPR	375	0.75%	272
BACOFIL	2	0.00%	2
Autres participations	9 331		734
TOTAL	20 385		2 466

Note 6 : Valeurs Immobilisées

L'évolution du poste valeurs immobilisées se présente comme suit :

Libellé	Valeur Brute 2016	Acquisitions /cessions	Valeur brute 2017	Amort cumul 2016	Valeur Nette 2016	Dotations 2017	Reprise 2017	Amort cumulé 2017	Valeur Nette 2017
Terrain	4 002	0	4 002	-	4 002	0		0	4 002
Constructions	6 831	610	7 441	1 768	5 063	173		1 941	5 500
Mobilier & Matériel de Bureaux	1 674	168	1 842	1 170	504	129		1298	544
Matériel Informatique	6 511	337	6 848	4 297	2 214	701		4 997	1 851
Matériel de Transport	395		395	279	116	42		322	73
A, A & Installations	10 764	447	11 211	5 463	5 301	1 248		6 712	4 499
Total	30 177	1 562	31 739	12 977	17 200	2 293		15 270	16 469

Note 7 : Autres postes d'actif

Au 31 décembre 2017, les autres postes d'actif ont évolué comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Personnel	4 634	4 586
Etat et collectivités locales	1 645	1 165
Autres débiteurs	3 584	3 800
Charges reportées	100	301
Opérations monétiques	162	334
Créances prises en charge par l'Etat	2 137	3 000
Total	12 262	13 186

4.2 Passifs**Note 8 : Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers**

Cette rubrique se détaille comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts des établissements bancaires	230 239	116 298
Dépôts des établissements financiers spécialisés	2 369	706
Total	232 608	117 004

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires se détaille comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts et refinancement BCT	61 000	55 000
Emprunts et refinancement en devises du marché interbancaire	169 131	41 233
Emprunts et refinancement en dinars du marché interbancaire	-	19 000
Avoirs des correspondants étrangers	108	161
Créances rattachées		904
Total	230 239	116 298

Note 9 : Dépôts et avoirs de la clientèle**9.1. Les dépôts et avoirs de la clientèle par nature**

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts à vue	379 936	406 331
Dépôts à terme	157 584	186 114
Total	537 520	592 445

Cette rubrique se détaille comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts à terme en dinars	150 708	183 013
Dépôts à terme en devises	6 876	3 101
Comptes courants personnes physiques	33 319	28 314
Comptes courants personnes morales	79 841	48 639
Comptes d'épargne	64 464	62 055
Comptes professionnels en devises	5 902	4 730
Dépôts en dinars convertibles	4 804	6 170
Certificats de dépôt	40 000	73 000
Comptes prestataires de service en devises	451	1 016
Comptes négoce international	59	546
Personnes non résidentes	63 247	141 169
Autres sommes dues à la clientèle	87 849	40 692
Total	537 520	592 445

9.2. Dépôts des entreprises liées :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts à terme entreprises liées	7 900	7 000
Total	7 900	7 000

9.3. Répartition des dépôts à terme par maturité :

Libellé	<3MOIS	3MOIS<D>1AN	1 AN<D>5ANS	TOTAL
Dépôts à terme	24 306	89 883	43 395	157 584
TOTAL	24 306	89 883	43 395	157 584

Note 10 : Emprunts et ressources spéciales

Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Encours Emprunts extérieurs	4 631	6 364
Autres Emprunts	115 611	120 583
TOTAL	120 242	126 947

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts extérieurs	4 631	6 364
Emprunts obligataires	103 750	110 195
Autres emprunts	6 516	8 080
Emprunts	114 897	124 639
Frais financiers/Emprunts extérieurs	10	35
Frais financiers/Emprunts obligataires	5 335	2 273
Frais financiers rattachés	5 345	2 308
Total	120 242	126 947

Les emprunts extérieurs ont évolué comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Banque Européenne d'Investissement 2	-	1 183
Ligne Bird 34.8 M€	2 211	2 637
Ligne Italienne 73 millions d'euros	578	578
Ligne Espagnole	1 842	1 842
Ligne PME/EMIT	-	124
TOTAL	4 631	6 364

Note 11 : Autres Passifs

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Organismes sociaux	1 272	2 079
Personnel	4 118	2 591
Etat et collectivités locales	3 355	2 057
Autres créditeurs	7 094	5 729
Valeurs exigibles après encaissement (1)	1 458	2 727
Total	17 297	15 183

(1) les valeurs exigibles après encaissement présentent le solde net entre les valeurs remises par les clients pour encaissement et les valeurs exigibles après encaissement.

Note 12 : Capitaux propres

	Capital social	Actions propres	Réserves légales	Réserves à régime spécial	Fonds social	Réserves pour risques bancaires	Autres réserves	Dividendes ADP rachetés	Résultats Reportés hors Dividendes ADP rachetés	Résultat net de l'exercice	TOTAL
Soldes au 31/12/2016	90 000	(840)	7 372	22 344	4 300	130	13 200	834	(9 127)	938	129 151
Affectation réserves légales											-
Affectation réserves à régime spécial											-
Opérations/fonds social					94						94
Distributions bénéfiques											
Distributions bénéfiques ADP rachetées											
Résultats reportés									938	(938)	-
Affectation autres réserves réserves pour réinvestissements exonérés											
Résultats de l'exercice 2017										782	782
Soldes au 31/12/2017	90 000	(840)	7 372	22 344	4 394	130	13 200	834	(8 189)	782	130 027

12.1 : Les actions à dividende prioritaire se détaillent comme suit :

	Montant Nominal	Nombre d'actions	Montant en DT	Pourcentage	Droits de vote en %
Actions à dividende prioritaire (ADP) détenues par la banque	20	46 348	926 960	1.02%	0%

12.2 : Mouvements sur le fond social

Les mouvements sur le fond social au titre de 2017 se détaillent comme suit :

Libelles	Montant
Solde au 01/01/2017	4 300
Intérêts	94
TOTAL Net	4 394

12.3. Répartition du capital :

Répartition du capital social	Montant Nominal	Nombre d'actions	Montant en DT	Pourcentage	Droits de vote en %
Actionnaires Tunisiens (Etat tunisien)	20 1 750 000	35 000 000	38,9%	50%	
Actionnaires étrangers Abou Dhabi Investment Authority (ADIA)	20 1 750 000	35 000 000	38,9%	50%	
Actionnaires titulaires des actions à dividende prioritaire (ADP)	20 1 000 000	20 000 000	22,2%	0,00%	
Total	4 500 000	90 000 000	100%	100%	

4.4 ENGAGEMENTS HORS BILAN**Note 13 : Cautions, Avals et autres garanties données**

Cette rubrique se détaille ainsi :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Cautions en faveur de la clientèle	66 829	61 596
Valeur résiduelle et acceptation à payer Leasing	5 493	452
Cautions en faveur des établissements bancaires	5 649	6 740
Total	77 971	68 788

Note 14 : Engagements de financement donnés

Cette rubrique se détaille comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
faveur clientèle	59 516	53 218
Total	59 516	53 218

Note 15 : Garanties reçues

Les garanties reçues sous forme d'hypothèques ou de nantissement s'élèvent à 638 963 mille dinars.

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Garanties reçues de la clientèle	638 963	531 114
Total	638 963	531 114

4.5 ETAT DE RESULTAT**Note 16 : Intérêts et revenus assimilés**

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	1 097	216
Opérations avec la clientèle	53 692	49 987
Total	54 789	50 203

Cette rubrique se détaille ainsi :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Opérations de trésorerie et interbancaires	1 097	216
Intérêts sur les prêts	50 511	46 690
Revenus Leasing	3 006	3 066
Commissions sur engagements	175	231
Total	54 789	50 203

Les opérations avec la clientèle se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts sur les prêts	50 511	46 690
Revenus Leasing	3 006	3 066
Commissions sur engagements	175	231
Total	53 692	49 987

Note 17 : Gains sur opérations de change

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Gains sur opérations de change	3 489	1 351
Total	3 489	1 351

Note 18 : Revenus du portefeuille commercial

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Revenus des BTA	3 707	2 328
Revenus des obligations	2 091	1 826
Revenus fonds gérés	592	671
Total	6 390	4 825

Note 19 : Revenus du portefeuille d'investissement

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Revenus des entreprises associés et coentreprises	254	369
Total	254	369

Cette note se détaille comme suit :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Dividendes	455	304
Moins values sur titres	-201	65
Total	254	369

Note 20 : Intérêts encourus et charges assimilées

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements bancaires	7 784	6 448
Opérations avec la clientèle	19 509	19 369
Opérations sur Emprunts et ressources spéciales	192	428
Autres charges sur emprunts	7 247	4 309
Total	34 732	30 554

Cette rubrique se détaille ainsi :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Opérations de trésorerie et interbancaires	7 784	6 448
Opérations avec la clientèle	19 509	19 369
Charges d'emprunts obligataires	7 247	4 309
Opérations sur Emprunts extérieurs	185	364
Commissions sur Emprunts extérieurs	7	64
Total	34 732	30 554

Note 21 : Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan & passif

Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Reprise des provisions sur prêts(*)	3 489	1942
Dotations aux provisions sur prêts	- 11 055	-9 931
Dotations aux provisions hors bilan	- 53	-163
Dotations aux provisions Leasing	- 1 252	-336
reprise provisions Leasing	169	483
Dotations aux provisions sur débiteurs divers	- 1 606	-941
reprises hors bilan	292	
Total	- 10 016	- 8 946

(*)Données retraitées par déduction d'un montant de 230 ktnd au titre des pertes courues sur intérêts.

Note 22 : Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Cette rubrique se détaille ainsi :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions sur titres	(213)	(831)
Reprise de provisions sur titres	342	
Total	129	(831)

Note 23 : Charges du personnel

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Traitements et salaires	16 851	13 755
Avantages complémentaires	895	621
Charges sociales	3 971	3 412
Autres charges du personnel	584	464
Provisions personnel	49	440
Total	22 350	18 692

Note 24 : Charges générales d'exploitation

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Frais d'exploitation non bancaires	4 723	4 598
Autres charges générales d'exploitation	3 251	2 313
Total	7 974	6 911

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Impôts et taxes	801	563
Rémunérations des services extérieurs	3 870	3 982
Transports et déplacements	52	53
Autres charges générales d'exploitation	3 251	2 313
Total	7 974	6 911

4.6 ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

Note 25 : Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint au 31 décembre 2017 un solde de -88 453 mille dinars contre -1 709 mille dinars au 31 décembre 2016 :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Caisse agences dinars et IBS	3 155	2 965
Caisse agences devises	1 303	1 710
Banque Centrale de Tunisie en dinars	684	429
Banque Centrale de Tunisie en devises	13 218	16 902
Prêts au jour le jour et à terme aux banques	-	-
Prêts en devises BCT	116 197	44 251
Avoirs chez les correspondants locaux	63	62
Avoirs chez les correspondants étrangers	6 995	28 202
Emprunts et refinancement en devises BCT	-61 000	-55 000
Emprunts et refinancement en devises du marché interbancaire	-169 068	-41 230
Total	(88 453)	(1 709)

Note 26 : Eléments extraordinaires

Conformément au texte de loi n°2017-66 dans son article 52 en date du 18 décembre 2017, la banque a procédé à l'affectation d'un montant de 191 ktnd correspondant à 5% du bénéfice imposable sur les sociétés au titre de la contribution conjoncturelle et ce au profit du budget de l'état pour l'année 2018.

Note 27 : Résultat par action

Le résultat par action et les données ayant servi à sa détermination au titre de l'exercice 2017 se présente

4.7 Note sur les Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées ayant des effets sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2017 se présentent comme suit :

- 1- Courant l'exercice 2017, les dividendes perçus auprès de la BTE SICAR (société dans laquelle la Banque détient 75% du capital) sont de 225 KDT.
En outre, la BTE SICAR bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur. Les agios créditeurs résultant de ces conditions au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 1 796 DT.
- 2- La BTE a confié à la BTE SICAR, filiale de la banque, divers montants sous forme de fonds gérés. Ces montants ont totalisé jusqu'au 31 décembre 2017 la somme de 14 792 KDT. En contrepartie de ces fonds gérés, la BTE a perçu en 2017 des intérêts de placements pour un montant de 161 KDT ainsi que des plus-values sur rétrocession pour un montant de 383 KDT. Par ailleurs, la banque a versé à la BTE SICAR une commission de gestion de l'ordre de 229 KDT.
- 3- Courant l'exercice 2017, la BTE a perçu auprès de la société d'investissement à capital variable : Tuniso Emiratie SICAV (TES) des dividendes pour un montant de 292 KDT.
- 4- Les commissions perçues par la BTE à ce titre se sont élevées au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2017 à 245 KDT.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration réuni le 16 décembre 2009.

- 5- Une convention de location portant sur un bureau de 30 m² situé dans les locaux de la banque a été signée entre la BTE et la TES. Le loyer annuel est de 1,5 KDT. Cette location est consentie et acceptée pour une durée de trois ans commençant le 1^{er} Novembre 2006 et renouvelable par tacite reconduction.
- 6- La TES SICAV bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur. Les agios créditeurs résultant de ces conditions au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 38 KDT.
- 7- La BTE a signé en 2004 avec la Société « Jerba Aghir », dans laquelle elle détient 43,62% du capital, un protocole d'accord portant mise en place d'un nouvel échéancier pour le remboursement des échéances impayées d'un montant global de 1 451 KDT et relatives à l'emprunt obligataire de 3 250 KDT avalisé par la BTE. L'échéancier s'étend du 01-03-2005 au 01-12-2013. Il ressort de cet échéancier un taux d'intérêt annuel égal au taux moyen mensuel du marché monétaire majoré de 3%.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 27 avril 2004.

Au 31/12/2017, les engagements de la société Jerba Aghir se détaillent comme suit :

Engagement	Montant
Principal impayé MLT	1 966
Intérêts et commissions impayés	292
Total	2 258

- 8- La BTE a confié en 2003 à la société «Rapid Recouvrement», dans laquelle elle détient 99,73% de capital, un mandat de recouvrement pour son compte portant sur certaines créances. En rémunération de ses services, le mandataire percevra une commission calculée selon le barème annexé à la convention conclue entre les deux parties. Cette convention a été autorisée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2004.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler qu'au 31 décembre 2017, un montant de 600 KDT figure au niveau de l'actif du bilan de la BTE. Ce montant correspond à des dividendes à recevoir.

En outre, la société « Rapid Recouvrement » bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur. Les agios créditeurs au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 3 466 DT.

- 9- La rémunération du Directeur Général est fixée par l'arrêté du ministre des finances en date du 15 décembre 2010. Elle englobe, outre le salaire et les indemnités, la mise à disposition d'une voiture de fonction avec prise en charge des frais d'utilité. Cette rémunération s'est élevée au titre de l'exercice 2017 à un montant brut de 126 KDT charges patronales comprises.

- 10- Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence fixés de présence fixés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 01 juin 2017. Ces jetons de présence se sont élevés pour l'exercice 2017 à un montant brut de 43 KDT. En outre, les administrateurs siégeant au niveau du comité permanent d'audit interne, du comité des risques et du comité exécutif du crédit, ont bénéficié de rémunérations brutes au titre de l'exercice 2017 de 101 KDT.

***RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017***

***Mesdames, Messieurs les Actionnaires
De la Banque de Tunisie et des Emirats***

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Banque de Tunisie et des Emirats « BTE » pour l'exercice qui comprennent le bilan ainsi que l'état des engagements hors bilan arrêtés le 31 décembre 2017, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et des notes contenant un résumé de principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives .

Ces états financiers, annexés au présent rapport font apparaître un total du bilan de 1 037 690 KDT et un bénéfice net 782 KDT

A notre avis les états financiers de la banque de Tunisie et des Emirats sont réguliers et sincères et donnent pour tout aspect indicatif, une image fidèle de la situation financière de la banque au 31 Décembre 2017, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie .

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'Audit (ISA) applicables en Tunisie.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'Auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport .Nous sommes indépendants de la banque conformément aux règles déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles .Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'Audit.

Rapport Annuel Exercice 2017

Questions clés de l'Audit

Les questions clés de l'Audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été traitées les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre Audit des états financiers pris dans l'ensemble et au fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distance sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'Audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Evolution des provisions pour dépréciation des engagements sur la clientèle

La banque est exposée au risque de contrepartie aussi bien sur son portefeuille d'engagements directs que sur les engagements par signature données à la clientèle.

Ce risque, inhérent à l'activité bancaire, constitue une zone d'attention majeure en raison de l'importance du poste des créances sur la clientèle dans le bilan de la banque (69,6%) et de celle du coût du risque associé (dotation de 12 360 KDT) dans le résultat de l'exercice.

Les règles et les méthodes comptables se rapportant à l'évaluation et à la comptabilisation des créances en souffrance et leurs dépréciations. De même que des compléments d'information sur ces postes des états financiers sont présentés dans la note aux états financiers n° 3-6, ainsi que dans les notes explicatives n°3 et n°21.

En réponse, nous avons obtenu une compréhension des procédures mises en place par votre banque, et évalué la correcte mise en œuvre des contrôles clés, de même que leurs capacités à prévenir et/ ou les anomalies significatives en mettant l'accent sur :

- Le mécanisme de supervision mis en place en ce qui concerne le processus de dépréciation des engagements sur la clientèle
- La fiabilité des informations fournies par la banque au sujet des clients dont les encours présentent des indicateurs de pertes de valeur,
- Les procédures et contrôles définies par la banque en vue d'assurer la gestion du risque de contrepartie, d'identifier les clients à déclasser et à provisionner et de déterminer le niveau minimum de provision requis par la réglementation bancaire.

Les mécanismes de contrôle et de calcul des provisions collectives et additionnelles mis en place par la banque.

En outre, nous avons vérifié à travers un échantillonnage étendu que les engagements présentant des indices des dépréciations ont été identifiés conformément aux dispositions de la circulaire de banque Centrale de Tunisie n°91-24 relative à la division, ouverture des risques et suivi des engagements.

Rapport du Conseil d'Administration

La responsabilité du Rapport du conseil d'Administration incombe au conseil d'administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport du conseil d'administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport. Notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la banque dans le rapport du conseil d'administration par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport du conseil d'administration et ce, faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du conseil d'administration semble autrement comporter une anomalie significative dans le rapport du conseil d'administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller les processus d'information financière de la banque.

Responsabilités de l'Auditeur pour l'Audit des états financiers

Les états financiers ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion .L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance , qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elle puisse influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet Audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celle –ci résultent des fraudes ou d'erreurs , concevons et mettons en œuvre des procédures d'Audit en réponse à ces risques , et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion .Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion , la falsification , les omissions volontaires , les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne .
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.
- Nous apprécions le caractère appropriés des méthodes comptable retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événement ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les

états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes et apprécions si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'Audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre Audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'Audit des états financiers de la période considérée. Ce sont les questions clés de l'Audit, nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchant la publication, ou si dans des circonstances extrêmement rares nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la 94-117 du 14 Novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la banque et que nos remarques ont été

consignées dans nos rapports sur le contrôle interne qui constituent une partie intégrante du présent rapport.

Ace sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration. Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers telle qu'exprimée ci-dessus.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobiliers à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la banque avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la Banque avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 06 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

ECC MAZARS

Les commissaires aux comptes associés M.T.B.F

Ahmed BELAIFA

Mohamed Ali ELAOUANI CHERIF

***RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017***

***Mesdames, Messieurs les Actionnaires
De la Banque de Tunisie et des Emirats BTE***

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre banque et en application des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A. Conventions et opérations nouvellement réalisées

Nous vous informons que votre conseil d'administration ne nous a pas informés de l'existence de nouvelles conventions règlementées conclues au cours de l'exercice 2017.

B. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

Nous vous informons que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

1- La BTE a confié à la BTE SICAR, filiale de la banque, divers montants sous forme de fonds gérés. Ces montants ont totalisé jusqu'au 31 décembre 2017 la somme de 14.792 KDT. En contrepartie de ces fonds gérés, la BTE a perçu en 2017 des intérêts de placements pour un montant de 161 KDT ainsi que des plus-values sur rétrocession pour un montant de 383 KDT.

Par ailleurs, la banque a versé à la BTE SICAR une commission de gestion de l'ordre de 229 KDT.

2- La BTE SICAR bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur et de la franchise des frais de tenue de compte. Les agios créditeurs résultant de ces conditions au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 1 796DT.

3- En date du 31 Janvier 2007, La BTE et la Tuniso Emiratie SICAV TES ont conclu une convention de dépositaire au terme de laquelle la BTE assure la mission de dépositaire des titres et des fonds appartenant à cette SICAV. En contrepartie de ses services, la BTE perçoit une rémunération de 1 KDT HTVA réglée à terme échu.

Par ailleurs, cette convention fait l'objet d'un avenant en date du 05 Janvier 2009 ayant modifié la rémunération à percevoir par la banque. En effet, la rémunération du dépositaire a été portée à 5 KDT TTC, qui sera réglé par la TES annuellement et à terme échu.

Cet avenant a été autorisé par le Conseil d'Administration réuni le 16 décembre 2009.

4- En date du 06/01/2010, la BTE et la TES ont conclu une convention de distribution en contrepartie de cette prestation de service, la BTE perçoit de la TES une commission de distribution de 0.4% toutes taxes comprises par an calculée sur la base de l'actif net de la TES. Le calcul de ces frais se fera au jour le jour et viendra en déduction de l'actif net de la SICAV. Cette commission sera réglée et servie trimestriellement par la TES à terme échu sur présentation de facture.

Les commissions perçues par la BTE à ce titre se sont élevées au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2017 à 245 KDT.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration réuni le 16 décembre 2009.

5- Une convention de location portant sur bureau de 30 m² situé dans les locaux de la banque a été signée entre la BTE et la TES. le loyer annuel a été fixé à 1,5 KDT. Cette location est consentie et acceptée pour une durée de trois ans commençant le 1^{er} novembre 2006 et renouvelable par tacite reconduction.

6- La TES bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur et de la franchise pour les frais de tenue de compte. Les agios créditeurs résultant de ces conditions s'élèvent à 38 K DT.

7- La BTE a signé en 2004 avec la Société « Jerba Aghir», dans laquelle elle détient 43,62% du capital, un protocole d'accord portant mise en place d'un nouvel échéancier pour le remboursement des échéances impayées d'un montant global de 1 451 KDT et relatives à l'emprunt obligataire de 3 250 KDT avalisé par la BTE. Il ressort de cet échéancier un taux d'intérêt annuel égal au taux moyen mensuel du marché monétaire majoré de 3%. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 27 avril 2004.

8- La BTE a confié en 2003 à la société «Rapid Recouvrement», un mandat de recouvrement pour son compte portant sur certaines créances. En rémunération de ses services, le mandataire percevra une commission calculée selon le barème annexé à la convention conclue entre les deux parties. Cette convention a été autorisée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2004.

En outre, la société « Rapid Recouvrement » bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur. Les agios créditeurs résultant de ces conditions s'élèvent à 3 466 DT.

C.Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 nouveau II 5 du code des sociétés commerciales se présentent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général est fixée par l'arrêté du ministre des finances en date du 15 décembre 2010. Elle englobe, outre le salaire et les indemnités, la mise à disposition d'une voiture de fonction avec prise en charge des frais d'utilité. Cette rémunération s'est élevée au titre de l'exercice 2017 à un montant brut de 126 KDT y compris les charges patronales.
- Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence fixés par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ces jetons de présence se sont élevés pour l'exercice 2017 à un montant brut de 43 KDT. En outre, les administrateurs siégeant au niveau du comité permanent d'audit interne, du comité des risques et du comité exécutif du crédit, ont bénéficié de rémunérations brutes au titre de l'exercice 2017 de 101 KDT.

Par ailleurs et en dehors de ces opérations, nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune autre convention conclue au cours de l'exercice, et nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 62 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, de l'article 200 et suivants et de l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 06 avril 2018

**Les Commissaires aux Comptes
ECC MAZARS**

Les commissaires aux comptes associés M.T.B.F

Ahmed BELAIFA

Mohamed Ali ELAOUANI CHERIF

Groupe Banque de Tunisie et des Emirats

II- ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ARRÊTES AU 31 DÉCEMBRE 2017

BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS
Bilan consolidé
Arrêté au 31/12/2017
(Unité : en milliers de dinars)

	NOTES	31/12/2017	31/12/2016
AC1 CAISSE ET AVOIRS AUPRÈS DE LA BCT, CCP ET TGT	1	19 486	22 006
AC2 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS	2	153 890	108 111
AC3 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	3	724 486	708 028
AC4 PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL	4	160 894	135 962
AC5 PORTEFEUILLE TITRE D'INVESTISSEMENT	5	11 077	27 224
AC6 VALEURS IMMOBILISEES	6	16 932	17 707
AC7 AUTRES ACTIFS	7	14 817	15 421
TOTAL ACTIF		1 101 582	1 034 459
PA2 DÉPÔTS ET AVOIRS DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS	8	232 437	117 067
PA3 DÉPÔTS ET AVOIRS DE LA CLIENTÈLE	9	522 989	579 710
PA4 EMPRUNTS ET RESSOURCES SPÉCIALES	10	115 845	122 557
PA5 AUTRES PASSIFS	11	21 205	18 814
TOTAL PASSIF		892 476	838 148
CP1 CAPITAL	12	90 000	90 000
CP2 RÉSERVES	13	54 976	58 838
CP3 ACTIONS PROPRES		-840	-840
CP5 RÉSULTATS REPORTES	14	-7 355	-8 293
CP6 RÉSULTAT DE L'EXERCICE	15	649	1 886
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		137 430	141 591
CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES	16	71 676	54 720
CAPITAUX PROPRES		209 106	196 311

TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	1 101 582	1 034 459
--	------------------	------------------

**BANQUE DE
DES** **État des engagements hors Bilan consolidé** **TUNISIE ET
EMIRATS**
Arrêté au 31 Décembre 2017
(unité: en milliers de dinars)

	31/12/2017	31/12/2016
--	-------------------	-------------------

PASSIFS ÉVENTUELS

HB1	Cautions, avals et autres garanties données	77 971	68
HB2	Crédits documentaires	26 536	31
TOTAL PASSIFS ÉVENTUELS		104 507	100

ENGAGEMENTS DONNES

HB4	Engagements de financement donnés	59 516	53
HB5	Engagements sur titres	20 550	15
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		80 066	68 818

ENGAGEMENTS REÇUS

HB6	Engagements de financement reçus	-	-
HB7	Garanties reçues	638 963	531
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS		638 963	531 114

BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS
État de résultat consolidé
Exercice Clos le 31 décembre 2017
(Unité : en milliers de dinars)

	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRES			
		83 538	75 010
PR1	INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS	17	54 264
PR2	COMMISSIONS (en produits)	18	15 312
	GAINS SUR OPERTIONS DE CHANGE		3 489
PR3	GAINS SUR PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL ET OPE. FINANCIÈRES	19	9 646
PR4	REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT	20	827
			1 317
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES			
		35 153	30 533
CH1	INTÉRÊTS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILÉES	21	34 717
CH2	COMMISSIONS ENCOURUES		187
CH3	PERTES SUR PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCE ET OPE. FINANCIÈRES		249
			385
PRODUIT NET BANCAIRE			
		48 385	44 477
PR5/CH4	DOT. PROV. & CORREC. VAL. SUR CRÉANCES, HORS BILAN ET PASSIF		-9 314
PR6/CH5	DOT. PROV & RES. DES CORRECTIONS DE VAL / PORTEFEUILLES D'INVEST		-859
PR7	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION		123
CH6	FRAIS DE PERSONNEL	22	-22 780
CH7	CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	23	-8 838
CH8	DOTATIONS AUX AMORT. ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	24	-2 632
			-2 043
TOTAL RÉSULTAT D'EXPLOITATION			
		4 085	5 647
PR8/CH9	SOLDE EN GAINS / PERTES PROVENANT D'AUTRES ÉLÉMENTS ORDINAIRES		1 352
CH11	IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES		-1 413
			-778
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
		4 024	4 869
PR9/CH10	ELEMENTS EXTRAORDINAIRES		-406
RESULTAT NET			
		3 618	4 698
PART DES MINORITAIRES			
		2 969	2 812
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE			
		649	1 886

État de flux de trésorerie consolidé
Exercice clos le 31/12/2017
(Unité en milliers de Dinars)

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION	Note s	Exercic e 2017	Exercic e 2016
Produits d'exploitation bancaires encaissés		82 354	70 876
Charges d'exploitation bancaires décaissées		-31 166	-16 666
Prêts et avances/remboursement prêts & avances accordés à la clientèle		-19 177	9 236
Dépôts/retrait de dépôts de la clientèle		-47 117	16 488
Sommes versées aux Personnel et C. Divers		-30 314	-27 175
Autres flux d'exploitation		-828	-78 891
Impôts sur les sociétés		-880	-328
Flux de trésorerie net affecté/provenant des activités d'exploitation		-47 128	-26 460
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Intérêts & dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		-84	2 732
Acquisitions/cessions sur portefeuille d'investissement		-12 867	-7 682
Acquisitions/cessions sur immobilisations		-4 653	-4 519
Flux de trésorerie net affecté/ provenant des activités d'investissement		-17 604	-9 469
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission D'actions (*)		9 687	5 025
Émission D'emprunts sur le marché public		10 805	-
Remboursement d'emprunts sur le marché monétaire		-20 918	-
Placements		-2 685	-1 035
Augmentation/diminution ressources spéciales		-15 944	23 194
Dividendes versés / Encaissés		-	-1 324
Flux de trésorerie net affecté/provenant des activités de financement		-19 055	25 860
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		-83 787	-10 069
Liquidités et équivalents en début de période		-3 425	6 644
Liquidités et équivalents en fin de période	25	-87 212	-3 425

(*) : Données 2016 retraitées pour les besoins de comparabilité

**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

1. RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe BTE sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictées notamment par :

- la norme comptable générale n 01;
- les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) ;
- les normes comptables de consolidation (NCT 35 à 37) ;
- la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) ; et
- les règles de la Banque Centrale de la Tunisie édictées par la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n° 99-04 et n° 2001-12 telle que modifiée par les textes subséquents.

2. DATE DE CLÔTURE

Les états financiers consolidés sont établis à partir des états financiers des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation arrêtés au 31 décembre 2017.

3. BASES DE MESURE

Les états financiers du Groupe BTE sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique.

4. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du Groupe BTE comprend :

- La société mère : BTE
- Les filiales : les sociétés sur lesquelles la BTE exerce un contrôle exclusif ; et
- Les entreprises associées : les sociétés sur lesquelles la BTE exerce une influence notable.

Les méthodes utilisées pour la consolidation des sociétés faisant partie du périmètre sont les suivantes :

- **L'intégration globale**

Cette méthode requiert la substitution du coût d'acquisition des titres de participation détenus dans les filiales par l'ensemble des éléments actifs et passifs de celles-ci tout en dégageant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et le résultat.

- **La mise en équivalence**

Selon cette méthode, la participation est initialement enregistrée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de la société consolidée.

Cette méthode est appliquée aux sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Conformément au paragraphe 28 de la norme NCT 35, les filiales qui ne sont pas des entreprises du secteur financier sont consolidées à compter de l'exercice 2005 par la méthode de l'intégration globale.

Le tableau suivant synthétise le périmètre et les méthodes de consolidation utilisées pour l'élaboration des états financiers consolidés du Groupe BTE :

Sociétés	Secteur	Pourcentage de contrôle	Qualification	Méthode de consolidation	Pourcentage d'intérêt
Banque de Tunisie et des Émirats	Financier	100%	Mère	Intégration globale	100%
T.E.P (C.T.E.I)	Financier	100%	Filiale	Intégration globale	100%
Rapid Recouvrement	Financier	99,73%	Filiale	Intégration globale	99,73%
BTE – SICAR	Financier	100%	Filiale	Intégration globale	100%
Tuniso Émiratie Sicav (TES)	Financier	7,36%	Filiale	Intégration globale	7,36%

5. PRINCIPES COMPTABLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

5.1- Comptabilisation des prêts et revenus y afférents

Les engagements de financement sont inscrits en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloquages de fonds pour la valeur nominale.

Les commissions d'aval sont prises en compte en résultat dans la mesure où elles sont encourues sur la durée de l'engagement.

Les revenus des prêts à intérêts précomptés, contractés par le Groupe sont pris en compte, à l'échéance convenue, dans un compte de créance rattachée de régularisation et sont portés en résultat au prorata temporis à chaque arrêté comptable.

Les revenus des prêts à intérêts post comptés sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les établissements de crédit ne doivent pas incorporer dans leurs produits les intérêts impayés ou réservés ayant fait l'objet d'arrangement, de rééchelonnement ou de consolidation quel que soit la classification des engagements auxquels ils sont rattachés. Seule la partie effectivement encaissée est incorporée au résultat de l'exercice, au sens de la circulaire BCT N° 91-24. Les intérêts courus ou échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les actifs incertains (classe 2), les actifs préoccupants (classe 3) ou parmi les actifs compromis (classe 4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits en actif soustractif sous le poste « Agios réservés ». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

5.2-Comptabilisation des opérations de leasing

Les biens donnés en leasing sont enregistrés à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition hors TVA. Ils sont assimilés à des prêts à la clientèle selon l'approche économique et non patrimoniale et sont de ce fait portés au niveau du poste « créances sur la clientèle ».

Les loyers facturés sont répartis entre la fraction du capital et la fraction des intérêts. La valeur résiduelle des biens donnés en leasing est enregistrée en hors bilan sous la rubrique des engagements donnés.

Les sociétés qui bénéficient d'un financement sous forme de leasing constatent l'actif acquis en immobilisations et procèdent à son amortissement sur sa durée de vie estimée. En contrepartie, elles constatent un passif. Les redevances sont ventilées en remboursement du principal et charges financières.

Les financements de leasing intragroupe sont retraités afin que les prêts et emprunts, les charges et produits réciproques enregistrés au niveau des états financiers individuels soient annulés. Ainsi, uniquement le bien acquis dans le cadre du financement leasing figurera au niveau du bilan consolidé du groupe et fera l'objet d'un amortissement sur la base du taux retenu au niveau du groupe.

5.3-Comptabilisation du portefeuille titres et revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par le Groupe comporte :

- le portefeuille titres commercial ;
- et les titres de participation.

Les titres mis en équivalence sont en outre identifiés à l'actif du bilan consolidé sous une rubrique distincte.

• Portefeuille titres commercial

Le portefeuille titre commercial détenu par le Groupe est classé en deux catégories :

- Les titres de transaction : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois.
- Les titres de placement : Les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

• Les titres de participation

Sont classés parmi les titres de participation :

- Les titres dont la possession durable est estimée stratégique à l'activité du Groupe ;
- Les titres représentant des participations-financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagement hors bilan pour leur valeur d'émission et transférées au bilan à la date de libération.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, frais et charges exclus. La cession des titres de participation est constatée à la date de transfert de propriété des titres.

Les dividendes sur les titres obtenus par le Groupe sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les plus-values sur les titres rétrocedés sont prises en compte en résultat du moment qu'elles sont courues et dans la mesure où une assurance raisonnable quant à leur encaissement existe.

- **Les titres mis en équivalence**

Les variations de la quote-part du Groupe dans la situation nette des sociétés mises en équivalence sont portées à l'actif au bilan consolidé sous la rubrique « Titres mis en équivalence » et parmi les capitaux propres consolidés sous la rubrique « résultat consolidé ». Ces variations constituent un élément du résultat d'exploitation du Groupe et figurent au niveau de l'état de résultat consolidé sous la rubrique : « Quote-part dans les résultats des titres mis en équivalence ».

Dans le cas où la quote-part du Groupe dans les résultats déficitaires de sociétés mises en équivalence est égale ou supérieure à la valeur comptable des titres, le Groupe cesse habituellement de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. Les titres mis en équivalence sont alors présentés pour une valeur nulle.

5.4-Comptabilisation des ressources et charges y afférentes

Les engagements de financement reçus sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués.

Les intérêts et les commissions de couverture de change sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

5.5-Evaluation des risques et couverture des engagements

5.5.1-Provision pour risque sur prêts

La provision pour risque sur prêts est déterminée conformément aux normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT N° 91-24 qui prévoit les classes de risques suivantes :

- Classe 0 : Actifs courants ;
- Classe 1 : Actifs nécessitant un suivi particulier ;
- Classe 2 : Actifs incertains ;
- Classe 3 : Actifs préoccupants ;
- Classe 4 : Actifs compromis.

Le taux de provisionnement retenu correspond au taux minimal par classe de risque appliqué au risque couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués sont les suivants :

- Actifs incertains (classe 2) : 20 %
- Actifs préoccupants (classe 3) : 50 %
- Actifs compromis (classe 4) : 100 %

5.5.2-Provision sur participations

L'évaluation des titres de participation à la date d'arrêté est faite par référence à la valeur d'usage et donne lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Pour les titres non cotés, l'évaluation est faite par référence à la valeur mathématique corrigée (en tenant compte de la valeur actualisée du patrimoine de la société émettrice) à la date la plus récente. Les dépréciations éventuelles dégagées et revêtant un caractère durable sont couvertes par des provisions.

Ces mêmes règles d'évaluation sont appliquées aux titres cédés par la BTE à la T.E.P.

5.6-Opérations en devises

Les opérations effectuées en devises sont enregistrées en comptabilité de façon distincte par la tenue d'une comptabilité autonome dans chacune des devises utilisées. Cette comptabilité tenue selon le système dit en partie double permet la détermination périodique de la position de change.

Les charges et produits libellés en devises influent sur la position de change. Ils sont comptabilisés dans la comptabilité ouverte au titre de chaque devise concernée dès que les conditions de leur prise en compte sont réunies, puis convertis dans la comptabilité en dinars tunisiens.

5.7-Immobilisations et autres actifs non courants

5.7-Immobilisations et autres actifs non courants

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

- Immeuble d'exploitation	: 2,5%
- Mobilier de bureaux	: 20 %
- Matériel de bureaux	: 10 %
- Matériel de transport	: 20 %
- Agencements aménagements et installations	: 10 %
- Matériel informatique	: 15 %
- Logiciel	: 33 %

Les charges reportées sont inscrites parmi les autres actifs dans la mesure où elles ont un impact bénéfique sur les exercices ultérieurs. Elles sont résorbées sur une durée de 3 ans.

6. MÉTHODES SPÉCIFIQUES À LA CONSOLIDATION

6.1- Traitement des écarts de première consolidation

Les écarts de première consolidation correspondent à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée à la date de l'acquisition. Cet écart est ventilé entre l'écart d'évaluation et le Goodwill comme suit :

- **L'écart d'évaluation**

L'écart d'évaluation correspond à la différence entre la juste valeur des éléments d'actif et de passif identifiables des sociétés consolidées et leurs valeurs comptables nettes à la date de chaque acquisition.

- **Le Goodwill**

Le Goodwill correspond à la différence entre l'écart de première consolidation et les écarts d'évaluation identifiés. Le Goodwill est inscrit à l'actif du bilan consolidé. Il est amorti sur sa durée d'utilité estimée. Cette durée ne peut en aucun cas excéder 20 ans.

6.2- Soldes et opérations réciproques

Les soldes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des filiales faisant l'objet d'une intégration globale.

6.3- Traitement de l'impôt

Les états financiers consolidés sont établis selon la méthode de l'impôt différé. Selon cette méthode on prend en compte les impacts fiscaux futurs, certains ou probables, actifs ou passifs, des événements et transactions passées ou en cours.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

7. PRINCIPAUX RETRAITEMENTS EFFECTUÉS DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

7.1- Homogénéisation des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignées sur celles retenues pour les comptes consolidés du Groupe. Il en a été ainsi :

- des méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles ;
- de la comptabilisation des biens reçus et donnés en leasing en adoptant la seule approche économique ;
- de la non prise en compte des réserves spéciales de réévaluation.

7.2- Élimination des soldes et transactions intra-groupe

Les opérations et transactions internes sont éliminées pour neutraliser leurs effets. Ces éliminations opérées ont principalement porté sur :

- des comptes courants entre sociétés du groupe,
- des commissions entre sociétés du groupe,
- des provisions constituées sur les titres des sociétés du groupe,
- des dividendes servis par les sociétés consolidées au profit de la BTE,
- des cessions de créances par la BTE à la société Rapid Recouvrement,
- des cessions de titres par la BTE à la T E P,
- les dotations en fonds gérés opérés par la BTE et Rapid Recouvrement avec la BTE-SICA

8. NOTES EXPLICATIVES

(Les chiffres sont exprimés en milliers de dinars)

NOTE 1: CAISSE ET AVOIRS AUPRÈS DE LA BCT, CCP ET TGT

Ce poste présente au 31/12/2017 un solde de 19 486 KDT contre 22 006 KDT au 31/12/2016 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Caisse	5 584	5 032
Banque Centrale de Tunisie en dinars	13 902	16 974
Total	19 486	22 006

NOTE 2: CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Ce poste présente au 31/12/2017 un solde de 153 890 KDT contre 108 111 KDT au 31/12/2016 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Créances sur les établissements bancaires	123 369	72 631
Créances sur les établissements financiers	30 521	35 480
Total	153 890	108 111

NOTE 3: CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

Au 31/12/2017, les créances sur la clientèle présentent un solde net des provisions de 724 486 KDT contre 708 028 KDT au 31/12/2016 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Comptes débiteurs	39 206	37 916
Autres concours à la clientèle	682 113	663 593
Crédits sur ressources spéciales	3 167	6 519
Total	724 486	708 028

NOTE 4: PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL

Le portefeuille titres commercial présente un solde de 160 894 KDT fin 2017 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Titres de placement	160 894	135 962
Total	160 894	135 962

NOTE 5: PORTEFEUILLE TITRES D'INVESTISSEMENT

Le portefeuille des titres d'investissement présente un solde net de 11 077 KDT au 31/12/2017 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Titres de participation	11 077	27 224
TOTAL	11 077	27 224

NOTE 6: VALEURS IMMOBILISÉES

Les valeurs immobilisées présentent au 31/12/2017 un solde net de 16 932 KDT et se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations incorporelles	445	448
Immobilisations corporelles	16 487	17 259
Total	16 932	17 707

NOTE 7: AUTRES ACTIFS

Ce poste présente au 31/12/2017 un solde de 14 817 KDT contre 15 421 KDT au 31/12/2016 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Compte attente et de régularisation	11 476	5 285
Autres	3 341	10 136
Total	14 817	15 421

NOTE 8 : DÉPÔTS ET AVOIRS DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers du groupe BTE en 2016 et 2017 se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	230 067	117 067
Créances rattachées	2 370	-
Total	232 437	117 067

NOTE 9: DÉPÔTS ET AVOIRS DE LA CLIENTÈLE

Les dépôts et avoirs de la clientèle du groupe en 2016 et 2017 se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts à vue	323 743	403 633

Autres dépôts et avoirs	199 246	176 077
Total	522 989	579 710

NOTE 10 : EMPRUNTS ET RESSOURCES SPÉCIALES

Les emprunts et ressources spéciales du groupe BTE entre 2016 et 2017 se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts ressources spéciales	2 241	6 364
Autres emprunts	113 604	116 193
Total	115 845	122 557

NOTE 11 : AUTRES PASSIFS

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Provisions pour passifs et charges	2 510	1 316
Comptes attente et de régularisation	8 624	10 483
Autres	10 071	7 015
Total	21 205	18 814

NOTE 12: CAPITAL

Au 31/12/2017, le capital du groupe BTE présente un solde de 90 000 KDT :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Capital	90 000	90 000
Total	90 000	90 000

NOTE 13: RÉSERVES

Les réserves du groupe BTE se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Réserves consolidées	54 976	58 838
Total	54 976	58 838

NOTE 14: RÉSULTATS REPORTES

Les résultats reportés du groupe BTE se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
BTE	-7 355	-8 293
Total	-7 355	-8 293

NOTE 15: RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat du groupe BTE se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts majoritaires	649	1 886
Intérêts minoritaires	2 969	2 812
Total	3 618	4 698

NOTE 16: CAPITAUX PROPRES-INTÉRÊTS DES MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Réserves minoritaires	68 707	51 908
Résultats minoritaires	2 969	2 812
Total	71 676	54 720

NOTE 17: INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILES

Les intérêts et revenus assimilés du groupe se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements bancaires	1 208	570
Opérations avec la clientèle	52 872	49 062
Autres revenus	184	231
Total	54 264	49 863

NOTE 18: COMMISSIONS (EN PRODUITS)

Les commissions constatées en produit du groupe se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Commissions sur opérations bancaires	15 312	13 589
Total	15 312	13 589

**NOTE 19: GAINS SUR PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL ET
OPERATIONS FINANCIERES**

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Gains nets sur titres de transaction	9 122	7 106
Gains nets sur titres de placements (*)	524	1 896
Total	9 646	9 002

*données 2016 retraitées

NOTE 20: REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

Les revenus du portefeuille d'investissement en 2016 et 2017 se présentent ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participation	508	535
Dividendes et revenus assimilés sur entreprises liées	319	782
Total	827	1 317

NOTE 21: INTÉRÊTS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILÉES

Les intérêts encourus et charges assimilés du groupe BTE se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements bancaires	6 997	4 016
Opérations avec la clientèle	19 480	18 796
Emprunts et ressources spéciales	8 016	4 948
Autres intérêts et charges	224	2 281
Total	34 717	30 041

NOTE 22 : FRAIS DE PERSONNEL

Les charges du personnel du groupe BTE en 2016 et 2017 se présentent ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Salaires et traitements	18 898	16 115
Charges sociales	3 882	3 369
Total	22 780	19 484

NOTE 23 : CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation du groupe BTE en 2016 et 2017 se présentent ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Frais d'exploitation non bancaires	2 674	2 686
Autres charges générales d'exploitation	6 164	4 801
Total	8 838	7 487

NOTE 24: DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations du groupe BTE en 2016 et 2017 se présentent ainsi :

Libellé	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux amortissements	2 632	2 043
Total	2 632	2 043

NOTE 25 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint au 31 décembre 2017 un solde de -87 212 mille dinars contre -3 425 mille dinars au 31 décembre 2016 :

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Caisse agences dinars	4 281	3 970
Caisse agences devises	1 303	1 062
Banque Centrale de Tunisie en dinars	684	72
Banque Centrale de Tunisie en devises	13 218	16 902
Prêts Interbancaires	123 369	72 631
Autres emprunts	-230 067	-98 062
Total	-87 212	-3 425

Note complémentaire

2.1: Pays de résidence des sociétés du groupe

Sociétés	Secteur	Pays d'enregistrement	Pourcentage de contrôle	Qualification	Méthode de consolidation	Pourcentage d'intérêt
Banque de Tunisie et des Émirats	Financier	Tunisie	100%	Mère	Intégration globale	100%
T.E.P (C.T.E.I)	Financier	Tunisie	100%	Filiale	Intégration globale	100%
Rapid Recouvrement	Financier	Tunisie	99,73%	Filiale	Intégration globale	99,73%
BTE – SICAR	Financier	Tunisie	100%	Filiale	Intégration globale	100%
Tuniso Émiratie Sicav (TES)	Financier	Tunisie	7,36%	Filiale	Intégration globale	7,36%

2.2 : Nature de la relation entre la société mère BTE et la SICAV TES

La Tuniso-émiratie sicav est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 29 janvier 2007 à l'initiative de la « banque de Tunisie et des émirats » la « banque de Tunisie et des émirats » assure les fonctions de distributeur et de dépositaire de fonds et de titres.

Le conseil d'administration de la SICAV est majoritairement constitué par les représentants du groupe BTE , la gestion de la SICAV est donc assurée sous le contrôle exclusif du groupe.

2.3: Forme juridique et objet des filiales :

	Forme Juridique	Objet social
BTE	SA	Banque
RR	SA	Recouvrement des créances bancaires
SICAR	SA	Participation ou investissement dans les fonds propres des entreprises
TES	SA	la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe

2. Portefeuille titres commercial

Le portefeuille titre commercial détenu par le Groupe est classé en deux catégories :

- Les titres de transaction : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois.
- Les titres de placement : Les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

3. Résultat par action du groupe

Libelles	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net (en KDT)	649	1 886
Parts attribuables aux ADP (en KDT)	-	-
Résultat net attribuable aux actions ordinaires (en DT)	649	1 886
Nombre moyen d'actions ordinaires (incluant les ADP)	3 500	3 500
Résultat par action (en DT)	0,185	0,539

4. Mouvements capitaux propres :

	Capital social	Actions propres	Réserves Consolidées	Résultats reportés	Résultat net de l'exercice	TOTAL
Soldes au 31/12/2016	90 000	-840	58 838	-8 293	1 886	141 591
Variation des réserves consolidées	-	-	-3 862	-	-	-3 862
Affectation du Résultats de l'exercice n-1	-	-	-	938	-1 886	-948
Part du groupe dans le résultat	-	-	-	-	649	649
Soldes au 31/12/2017	90 000	-840	54 976	-7 355	649	137 430

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 25 AVRIL 2018

Résolution 1

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir pris connaissance :

Des rapports du conseil d'administration relatifs aux états financiers de la BTE et des états financiers consolidés du groupe BTE arrêtés au 31 décembre 2017 ;
Des rapports du commissaire aux comptes concernant les états financiers de la BTE et les états financiers consolidés du groupe BTE arrêtés au 31 décembre 2017 approuve sans réserve les rapports du conseil d'administration ainsi que les états financiers de la BTE et les états financiers consolidés du groupe BTE arrêtés au 31 décembre 2017.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolution 2

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir pris connaissance du rapport spécial du commissaire aux comptes concernant les conventions régies par l'article 62 de la loi N°48-2016 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux institutions financières et des articles 200 et suivants, ainsi que de l'article 475 du code des sociétés commerciales approuve lesdites conventions.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolution 3

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir pris connaissance des résultats de l'exercice 2017, donne quitus entier et sans réserve à tous les administrateurs pour leur gestion de l'exercice 2017.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolution 4

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le resultat de l'exercice 2017 comme suit :

En Dinars

- | | |
|-----------------------------------|-----------------|
| • Report à nouveau 2016 : | - 8.190.729,219 |
| • Resultat net de l'exercice 2017 | 782.461,844 |
| • Resultat à reporter : | - 7.408 267,380 |

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolution 5 :

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe les jetons de présence à un montant net de 1000 dinars au profit de chaque administrateur, lors de chaque réunion du conseil d'administration.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolution 6

L'Assemblée Générale Ordinaire décide la désignation de deux nouveaux bureaux de commissaire aux comptes durant la période de 2018-2019-2020 :

1. Le bureau de Madame Nour EL Houda HNEN qui bénéficie des honoraires annuels conformément à la grille de rémunération des commissaires aux comptes, majoré le cas échéant d'un montant de 17 mille dinars relatif aux missions spéciales.
2. Le bureau de Mr Hichem CHEKIR qui bénéficie des honoraires annuels conformément à la grille de rémunération des commissaires aux comptes, majoré le cas échéant d'un montant de 20 mille dinars relatif aux missions spéciales.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolution 7

L'Assemblée Générale Ordinaire décide la nomination de Mr Mokhtar EL HAJI en tant qu'Administrateur Représentant l'Etat Tunisien, en remplacement de Mr Mohamed Tahar BELASOUED en date de 22 juin 2017 et la nomination de Mr Mounir RAMATHANI, en remplacement de Mr Mokhtar EL HAJI en date de 05 février 2018 durant les périodes restantes de leurs mandats.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

Edité par Mme Amel Kliche